NATIONAL Hebdo

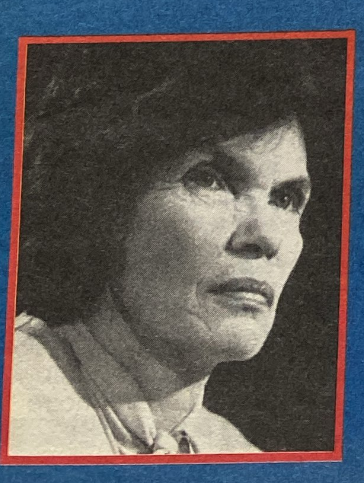
ISSN 076-8972 - M 2311 - France : 17 FF - N° 367 - Semaine du 1er au 7 août 1991

DEUX MOTS SUR "LA FEMME DE CÉSAR"...

tatie Danielle

...ET SES BONNES OEUVRES

VOIR PAGES 8-9



Belgique : 110 F - Suisse : 4,50 FS
Grèce : 480 Dr. - USA : $3,75
Italie : 4 100 Lires - Espagne : 358 Pts - Canada : $4,50
M 2311 - 367 - 17,00 F

B.C.C.I : NOS RÉVÉLATIONS

Edito

INTELLIGENCE AVEC L'ENNEMI

Le scandale, prévisible et prévu, de Bank of Credit and Commerce International aura au moins eu un à-côté enrichissant : il nous aura permis d'apprendre que la DGSE, à l'instar d'autres services de renseignement occidentaux, avait adressé dès 1986 au gouvernement français un rapport "Confidentiel-Défense", sur le rôle de cette très curieuse banque dans le fiancement du terrorisme international et arabe en particulier.

On apprenait, dans ce rapport, que le principal bailleur de fonds dudit terrorisme, finançant notamment le groupe **Abou Nidal**, tenu pour responsable de sanglants attentats en France, n'était autre que le Koweit, à concurrence de quelque 16 millions de dollars selon les estimations les plus sérieuses.

Or, fort de ces renseignements, nos gouvernants n'ont eu de cesse d'envoyer nos soldats "libérer" ce même Koweit, volant au secours des richissimes profiteurs du pétrole, financiers des assassins. Et cela, bien sûr, au nom de la moralité publique et du droit international.

Des comptes à demander

Le comportement barbare et arbitraire du pseudo-gouvernement koweitien après la reconquête de son territoire avait déjà de quoi faire s'interroger tous les esprits un peu honnêtes sur l'opportunité et le bien-fondé moral et politique de l'engagement français en cette sinistre affaire. Il apparaît maintenant qu'en plus, cet engagement s'apparentait à l'intelligence avec l'ennemi, avec un ennemi avéré, connu et répertorié.

Il serait peut-être temps de demander, à ce sujet aussi, quelques comptes aux donneurs de leçons de vertu et de patriotisme que nous avons entendu s'exprimer durant tout le conflit du Golfe. A ceux qui n'ont pas hésité, en toute connaissance de cause, à risquer la vie de soldats français au service d'ennemis de la France.

Nous disons "en toute connaissance de cause", car nous aurions quand même peine à croire que **personne**, aucun des destinataires, n'avait pris connaissance du rapport de la DGSE.

A l'occasion du 14 juillet, le président de la République a jugé bon de décorer de la croix de guerre TOE les drapeaux des douze régiments ayant pris part aux opérations du Golfe — et non l'ensemble des hommes de la division Daguet comme l'a vaillamment écrit un journal où l'on semble plus au fait des démarches en vue de la réforme définitive que des règles de l'Armée française.

Nous ne voulons pas mettre en doute un instant l'ardeur, la bonne volonté et la compétence des militaires français ayant servi dans le Golfe. Mais quand on songe à ce qu'il fallait de sang, de chair, de sacrifices et d'héroïsme, pour qu'en 14-18, un drapeau régimentaire reçût la fourragère de la croix de guerre, on a quand même le cœur serré devant une telle parodie.

Il était devenu courant et presque admis que l'on trafique de la Légion d'honneur au nom de la démagogie politique, mais nul n'avait encore pensé toucher à la croix de guerre. Sans doute conseillé par M. **Jean-Paul Goude** et M. **Jack Lang**, l'ex-sergent **Mitterrand** a sauté le pas.

C'est à croire que les guerres sales salissent tout ce qu'elles touchent.

Jean BOURDIER

DU TOUPET

Il y a des cambrioleurs qui ne respectent décidément rien ni personne ! Alors que 140 policiers gardent en permanence la rue de Bièvre, où réside notre cher Président, un monte-en-l'air a trouvé moyen, vendredi 26 juillet, d'y visiter tranquillement deux appartements en passant par les toits.

On en frémit.

PAS SI ROSE

Tout n'est pas rose, en ce moment, pour le "milliardaire rose". Après avoir dû, pour éponger une partie de ses dettes, vendre au groupe hollandais **Elsevier** les éditions scientifiques **Pergamon Press** sur lesquelles il avait commencé d'édifier sa fortune dans l'après-guerre, **Robert Maxwell** s'apprête à de nouveaux sacrifices.

Il va mettre sur le marché américain une partie importante de la Maxwell Communication Corporation, son holding d'édition. Dans le lot ainsi "bradé" figure un très gros morceau : les éditions **MacMillan**, où Maxwell accepterait de ne plus être majoritaire.

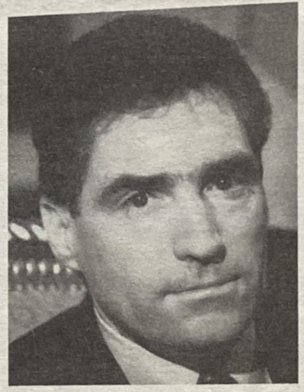
JEUNE CONFRÈRE

Deuxième numéro pour l'intéressante revue *Réaction*, fondée au printemps dernier par de jeunes maurrassiens groupés autour de **Jean-Pierre Deschodt** et **François Huguenin** avec de très modestes moyens !

Jacques Laurent avait été la vedette du premier numéro. Cette fois, ce sont **Michel Déon** et **Gustave Thibon** qui sont interviewés avec brio.

Affaire à suivre, comme disent les chroniqueurs judiciaires... (6 rue des Halles, 75001 Paris).

LA "SECURITATE" satisfaite de M. Mitterrand



Roman : un admirateur suspect

Fils d'un général du KGB, enfant gâté de la Nomenklatura roumaine de **Ceaucescu**, **Petre Roman**, l'actuel Premier ministre de Roumanie était membre du Parti communiste roumain quelques heures encore avant le coup d'Etat de décembre 1989.

On sait qu'en dépit des procès truqués, des exécutions sommaires, des mineurs cornaqués par la Securitate lancés dans une folle chasse aux "intellectuels bourgeois", M. Roman est un chouchou de **François Mitterrand**. Quelques semaines seulement après la mascarade qui devait tenir lieu de révolution roumaine, il était l'invité d'**Anne Sinclair**, puis de Mitterrand à son domicile privé, une faveur — paraît-il — qui n'avait alors été accordée jusque-là qu'à **Gorbatchev**.

En visite du 17 au 19 juillet à Paris, toujours à l'invitation de François Mitterrand, il a montré qu'il n'était pas un ingrat. On en jugera à la lecture de cette déclaration faite à *L'Express* :

« J'ai de la sympathie pour le président Mitterrand. Je l'admire vraiment : c'est un visionnaire unique. Parmi les leaders des grandes puissances, il est le premier, par exemple, qui ait compris qu'il y avait eu une vraie révolution en Roumanie et que le pouvoir politique issu des élections était démocratique. »

Cela pourrait être une blague de mauvais goût. Ce n'est, hélas, pas le cas.

A quand les éloges du général **Noriega** sur la manière dont le président de la République a géré sa dernière campagne électorale ?

Notre ami **Jean Nouyrigat** est en vacances jusqu'au 15 août. Vous ne trouverez donc pas sa chronique dans notre prochain numéro.

SABLES D'OLONNE

L'UNANIMITÉ CONTRE L'INSÉCURITÉ

« Tué pour un vol de carottes ». Voilà comment *Le Monde* daté du 30 juillet a jugé bon de résumer les événements tragiques qui se sont déroulés aux Sables d'Olonne, dans la nuit de vendredi à samedi.

Tragique parce qu'inscrit dans une logique qui, si l'on y réfléchit, ne laissait d'autre alternative à **Michel Paupion** que de devenir un meurtrier ou un homme ruiné. Agriculteur et maraîcher, Michel Paupion cultive en effet des carottes, et, ce que semble trouver très surprenant le rédacteur du *Monde* il les cultive pour les vendre, et pas uniquement pour le bien-être des gangs organisés qui, depuis plusieurs nuits, opèrent de véritables razzias, chargeant des camionnettes entières de légumes divers.

Vendredi donc, à l'issue de sa journée de travail, Paupion décide de passer la nuit à monter la garde. L'attente ne sera guère longue. Un peu avant minuit, les voleurs, deux hommes, deux femmes, se mettent au travail et s'attaquent à un champ de carottes. Le propriétaire intervient aussitôt et dans un premier temps les fait fuir. Réflexion faite, les voleurs, " des gens du voyage " selon la formule consacrée, sûrs après tout de leur bon droit, reviennent sur leurs pas, bien décidés à faire déguerpir cet "emmerdeur".

Du maire à la police

« Ils m'ont pris en tenaille » a expliqué à la police le cultivateur qui pris de panique, tire par deux fois. Résultat, un mort, un blessé et la prison pour Michel Paupion. Il avait pourtant déjà signalé des vols à la police mais celle-ci, faute d'effectifs, ne pouvait pas intervenir.

Louis Guédon, le maire des Sables d'Olonne est d'ailleurs à la tête du comité de soutien de Michel Paupion. Le maire avait demandé des renforts de police ***« à plusieurs reprises et avec insistance »***. Sans succès. La police aurait conseillé aux parents et amis de Michel Paupion de se méfier. La famille des "victimes" ***« aurait promis des représailles imminentes »*** selon un employé de l'exploitation agricole. ***« S'ils viennent, n'hésitez pas à tirer »***, aurait conseillé un policier, ***« nous, on ne peut pas toujours être là »***.

La télévision a bien été obligée de rendre compte de la formidable manifestation de solidarité avec Paupion qui aux Sables d'Olonne a rassemblé plusieurs milliers de personnes exaspérées par les pillages répétés et l'absence totale de sécurité. A plusieurs reprises, le nom de **Le Pen** a été acclamé par les manifestants.

Pour **Marchand**, ministre de l'Intérieur, il s'agit là sans doute de dangereux extrémistes. A quand leur arrestation ?

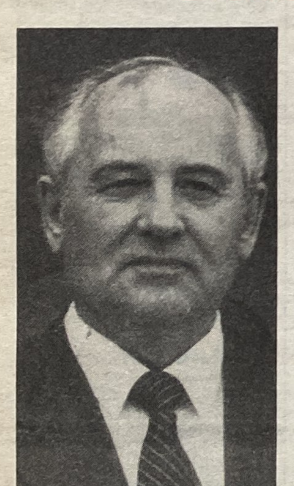
UN COMBLE !

BIJOUTERIE

ON LE DÉVALISAIT TRANQUILLEMENT ET IL NOUS A TIRÉ DESSUS !

Konk

DRÔLE DE DOUBLE JEU A MOSCOU



Gorby : un jeu complexe

Les crabes soviétiques n'ont jamais fini de s'agiter dans le panier. Et la reconnaissance-surprise de l'indépendance lituanienne par **Boris Eltsine** n'est que le dernier épisode en date d'une tragédie-ballet sur laquelle le rideau est encore bien loin d'être retombé.

En fait, la seule question que se posent les spécialistes un peu sérieux — ceux qui ont renoncé à s'intituler pompeusement "kremlinologues" — est de savoir s'il y a, entre Eltsine et son cher camarade **Mikhaïl Gorbatchev**, jeu à deux avec répartition des rôles, affrontement pour le pouvoir suprême ou les deux à la fois.

A priori, le président de la Russie fait figure d'épine plantée dans le flanc de Gorbatchev, et de spécialiste du coup de poignard en biais au moment le plus délicat. Simple et dernier exemple : la reconnaissance de la souveraineté lituanienne à l'instant précis où le président américain **Bush** débarque à Moscou pour la conclusion des accords SALT.

Un alibi commode

Mais force est de reconnaître que, jusqu'ici, tous les coups d'éclats du tonitruant Boris ont abouti, en fin de compte, à faciliter la besogne à l 'actuel occupant du Kremlin ; aux yeux de la "vieille garde", Gorby a trouvé plus "réformiste" que lui, et ne se fait pas faute de le souligner.

Beaucoup d'observateurs, par exemple, se sont tout récemment étonnés de la facilité avec laquelle ledit Gorbatchev a fait avaler la suppression de la notion de lutte des classes et de celle du Parti communiste représentant la seule classe ouvrière. Ceux qu'on appelle dorénavant, par une aimable ironie du langage, les "conservateurs" n'ont pratiquement pas bronché. Le fait que Gorby pouvait, à tout instant, désigner un Eltsine sur sa droite — ou sur sa gauche, comme on le voudra — y est sans aucun doute pour quelque chose.

La porte de sortie

Grave, l'affaire de la reconnaissance de la Lituanie ? Cela dépend pour qui. De toute évidence, Gorbatchev ne cherchait qu'un moyen de se tirer de ce qui est devenu pour lui le "guêpier balte". On se souvient de la manière embarrassée dont il s'était efforcé de nier ses responsabilités personnelles dans la sanglante répression de Vilnius, allant jusqu'à affirmer que l'Armée rouge était intervenue sans son ordre.

Tout porte à croire, en fait, qu'après avoir voulu maintenir le plus intacte possible la "citadelle URSS" sur la Baltique, le numéro un du Kremlin souhaiterait maintenant jouer le désengagement, comme pour l'Afghanistan. Il peut difficilement, toutefois, en prendre l'initiative lui-même, et c'est là que le cher Eltsine est encore très utile. Se faire mettre devant le fait accompli est aussi un art, en politique.

Si tel est bien le cas, au-delà des marches et contre-marches qui ne vont pas manquer d'avoir lieu maintenant, les Baltes pourront pousser un grand soupir de soulagement. mais une chose restera sûre : leur éventuelle émancipation ne devra rien à l'Occident, dont la lâcheté en cette affaire est demeurée presque sans égale...

LE COUP DE L'IMMIGRATION « OBLIGATOIRE »

« Les travailleurs qui œuvrent de moins en moins durant la semaine, ont de plus en plus de vacances, bénéficient d'une meilleure couverture sociale, voient leur régimes de retraite s'améliorer chaque année » voici que les téléspectateurs français découvraient en ce dimanche 28 juillet, lors d'une émission diffusée en une heure de très grande écoute.

Ils ne voyaient pas un film de fiction mais un reportage. Il est vain de préciser que celui-ci n'était pas consacré à la France. De quel pays de cocagne s'agissait-il ? Il ne faut pas aller loin pour le trouver. Il s'agit simplement de traverser le Rhin. Le commentateur expliquait les raisons de ce miracle allemand. Elles étaient toutes aussi simples que convaincantes.

Les Allemands travaillaient moins parce qu'ils travaillaient mieux, beaucoup mieux. Ils étaient rationnels et terriblement efficaces. *Arbeit ist Arbeit*. La productivité ne cesse d'augmenter avec comme conséquences immédiates une amélioration constante des conditions de travail, une souplesse de plus en plus grande des horaires. La mobilité se développe aussi tandis que le chômage régresse.

Le lendemain matin, ces mêmes Français apprenaient dès l'aurore des nouvelles étranges. L'INSEE lançait dans une étude consacrée à « l'horizon 2000 », un véritable cri d'alarme. Cet organisme expliquait gravement les conséquences pour le futur de la baisse du taux de fécondité et les effets pervers du vieillissement de la population.



L'avenir selon l'INSEE

L'INSEE était on en peut plus formel. Notre pays allait connaître, dès le début du XXI[e] siècle, une très grave pénurie de main d'œuvre. On connaissait même la date où éclaterait cette crise ; demain, en 2005.

Un expédient vicieux

Les analystes, selon leurs habitudes, avaient bâti des scénarios pour l'emploi. Il important selon eux soit d'allonger la durée d'activité en reportant en particulier l'âge de la retraite, soit d'avoir recours à une politique d'immigration fort active, non pas dans la répression mais au contraire dans l'incitation et la stimulation.

En entendant ces nouvelles, certains se demandaient s'ils ne faisaient pas des cauchemars. Mais non. Ils ne rêvaient pas. Les quotidiens du matin expliquaient gravement que l'immigration viendrait au secours de la France ridée. Les analystes qui développaient leurs arguments se gardaient bien en la circonstance de rappeler la vertigineuse progression du chômage, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes dans un pays qui a déjà, en réalité, dépassé les trois millions de chômeurs.

Toutes ces propositions futuristes relèvent une fois encore de la manipulation des faits. Celle-ci est d'autant plus manifeste quand ces exégètes de l'immigration annoncent que la France devrait dans son intérêt immédiat, atteindre le nombre de 100 000 personnes par an.

Un expédient de plus pour masquer une totale incapacité à faire face au dramatique problème de l'immigration abusive. Comme on ne peut l'empêcher, on essaie de la justifier...

J.- C. L.

PAN SUR LE FRAPPEUR CASQUÉ !



Dents longues et mémoire courte

Un qui aurait mieux fait de se taire, c'est le nommé **Gérard Longuet**. Il a déclaré que le RMI devait être supprimé aux immigrés. Ce qui lui a valu, à l'Université d'été du FNJ, qui a connu un grand succès (voir p.18) une volée de bois vert de **Jean-Marie Le Pen**.

Le président du Front National a, en effet, évoqué l'époque où l'ancien ministre était dans sa jeunesse un "frappeur casqué". « Il n'en finit pas — a-t-il ajouté — de se le faire pardonner.»

Nous-mêmes, à plusieurs reprises, nous avons évoqué — photos à l'appui —, cette période où l'on voyait les nommés Longuet, **Alain Madelin**, **Patrick Devedjian** et **Alain Robert**, casque sur la tête et barre de fer à la main, prêts à affronter dans la rue des bandes gauchistes.

Y avait pas de mal à ça. Mais nos quatre mousquetaires de l'extrême-droite se sont reconvertis dans la respectabilité de l'establishment judéophile et plus ou moins maçonnique. Ils ont la mémoire qui flanche.

Cette mémoire, nous l'avons à diverses reprises rafraîchie. Nous savons qu'ils n'ont guère apprécié.

Bien normal. Ce qui est plus curieux, c'est que certains qui se disent nationalistes, ne semblent pas l'apprécier non plus, quand ils s'abandonnent dans les coins, aux délices du caquetage.

« Ils sont allés à la soupe », a déclaré en conclusion Jean-Marie Le Pen. C'est tout ce qu'il faut retenir.

CONSEILS BOURSE

Après un mois de juin déjà décevant, la liquidation de juillet s'achève à nouveau sur un repli (- 1,38 %) : les taux d'intérêt sont demeurés à l'identique et la reprise économique s'annonce moins rapide que prévu. Les opérateurs apparaissent perplexes, ce qui conduit à des volumes de transactions bien faibles.

Mises à part quelques valeurs pour lesquelles la visibilité est bonne, il vaut mieux conserver ses liquidités jusqu'à ce que des indications plus claires, en provenance du marché, interviennent.

Achats possibles

- CARREFOUR (RM). Le numéro 1 du marché français des hypermarchés (après l'acquisition d'EUROMARCHE), possède un très fort potentiel. Achat de moyen terme.
- ELF-AQUITAINE (RM). Les bons résultats se succèdent : un bénéfice net de 5,2 milliards de F pour le premier semestre, soit un progrès de 6,9 %. Valeur de fond de portefeuille.
- SANOFI (FM). La société se redresse. Chiffre d'affaires et bénéfices sont en légère progression. Nous conseillons, en particulier, le bon de souscription (comptant) qui se trouve très bas.
- AMERICAN EXPRESS (RM étranger). Pour le premier semestre 1991, le groupe a enregistré un bénéfice net de 520,5 milliards de dollars contre une perte de 300,2 milliards sur les six premiers mois de 1990.

Vendre

- MOULINEX (RM). Valeur performante de la cote (+ 100 % depuis janvier dernier), elle intègre directement la progression du chiffre d'affaires de 45 % sur le premier semestre, à 3,65 milliards de F.

Il paraît raisonnable de prendre partiellement ses bénéfices.

Rester à l'écart

- BIC (RM). Les négociations sur l'ouverture du capital de la société avec l'Américain SARA LEE ont échoué. Le titre, après sa hausse spéculative, est en baisse.

Georges LAURET

Les débuts de
L'OPA TAPIE
sur l'OGC Nice

VOIR TOUT SUR LE TAPIE N°s 364, 365 et 366

Le début du feuilleton Tapie à l'OGC-Nice? Une affaire seulement politique, avions-nous été les premiers à annoncer lors de notre précédent numéro. Aujourd'hui, nous sommes à même d'en apporter la preuve.

L'histoire est longue, sinueuse, mais mérite d'être contée. Elle débute avec la démission surprise de Jacques Médecin de tous ses mandats. La place est libre et les appétits se font jour. Les "bébés Médecin" sont les premiers à montrer leurs quenottes. Elles sont encore trop tendres. Dans la coulisse, d'autres se préparent et leurs crocs sont beaucoup plus durs. Déjà se profile l'ombre de Tapie. Mais l'histoire apparaît de prime abord trop politique pour lui. Il décide de se placer en embuscade et d'attendre le moment opportun.

L'OGC-Nice vit des moments difficiles. Le club est à l'agonie et la fin de la saison approche. Il parvient à se sauver sur le terrain mais financièrement, c'est la faillite. Le président sortant, **Mario Innocentini**, un proche de Jacques Médecin, attend pour se sortir d'affaire la subvention que lui a promise par écrit l'ancien maire, mais le nouveau premier magistrat de la ville, **Honoré Bailet**, allié de circonstance avec le très socialiste préfet des Alpes-Maritimes, **Yvon Ollivier**, qui a eu la peau de Médecin, s'y refuse. Malgré l'endettement de la ville, il préfère financer le CACEL, une association paramunicipale dirigée par un margoulin, que l'OGC-Nice.

C'est le début de la mise à mort du club niçois qui a pourtant été un des fleurons du football français il y a quelques années.

On voit alors surgir des repreneurs avec leurs plans de redressement pour empêcher Nice de descendre en seconde division. Apparaît alors un certain **Richard Pogliano**. Il est conseiller municipal de Nice et conseiller régional PS. Son plan est le plus capitaliste qui soit. C'est le petit Tapie local. On murmure même, dès cette époque, que c'est son sous-marin. La fédération locale du PS ne fait ni une ni deux, elle l'exclut. Pogliano reçoit la sentence sans sourciller. Curieux !

Dans le même temps, un avocat niçois à géométrie variable, **Jacques Randon**, lance un comité de soutien à la candidature de Bernard Tapie comme tête de liste du PS aux prochaines élections régionales (voir *NH* n° 361). Coïncidence ? Personne n'y prend garde.

Pogliano, l'Arlésienne

Et Pogliano continue à mener son petit monde en bateau. La municipalité — Bailet, le maire et l'adjoint aux sports, **Bonny** — persistent bizarrement à lui faire confiance. Elu à la présidence du club, Pogliano y brille par son absence. La défense du dossier n'est pas assurée et les joueurs, eux, ne sont toujours pas payés. Qu'importe ! Le passif du club s'élève à quatre milliards sept cents millions de centimes. Lors d'une réunion du conseil municipal, le maire nomme une commission d'étude avec à sa tête, devinez qui ? Richard Pogliano, bien sûr ! Heureusement, il y a, dans cette commission, notre ami **Jacques Peyrat**, conseiller municipal FN (voir sa position en encadré).

Le mercredi 17 juillet, le comité directeur de l'OGC-Nice, avec l'accord de la municipalité, dépose son bilan en la personne de son président, Richard Pogliano. Le sauveur est devenu fossoyeur.

Un club, comme une entreprise à l'agonie, ne peut dès lors trouver qu'un repreneur : nous vous le donnons en mille, mais vous le saviez déjà : l'inévitable Bernard Tapie.

Tapie-Nocchio

Tapie convoque un journaliste, socialiste comme lui, d'un pseudo quotidien de la droite molle niçoise et lui déclare, en exclusivité bien sûr, et le soir même de l'ouverture du championnat : « Je suis prêt à aider l'OGC-Nice pour que la ville ait une équipe de niveau européen dans les trois ans. Certes, la période des transferts est achevée, mais je peux encore permettre à Nice de compter sur un joueur de gros calibre. Je peux aussi lui prêter **Raymond Goethals** (1) pour plusieurs mois... » Et de poursuivre : « Il m'est aussi possible d'apporter à Nice une aide financière et pour ce faire, je ferai appel à des entrepreneurs locaux ». Ces entrepreneurs locaux qui s'étaient, à une époque, proposés, et avaient disparu entre temps. Bizarre, vous avez dit bizarre ?

Mais dans cette affaire, où est passé le président Pogliano ? Tapie l'a expédié à la trappe : « Je ne le connais pas. Je ne l'ai jamais rencontré, ni personne de mon entourage. Je n'ai même jamais entendu parler de lui. » Conclusion : un citron pressé, ça se jette.

Un jeu de Tapie menteur

Tapie ne doit jamais lire la presse et notamment la presse sportive. Le feuilleton du club niçois dure depuis près de six mois et Pogliano, socialiste comme Tapie, en a été le centre. Le "baron" se doit de demeurer dans l'ombre, mais le "baron"Pogliano ne l'a pas entendu de cette oreille. Il a répliqué : « Je m'y attendais. Mais pas aussi tôt. Il veut la mairie ».

Tiens, tiens, nous revenons à l'essentiel : la politique. Tous frétillent dans leur caleçon, du pâlot Bailet au motodidacte **Estrosi**, avec un seul et unique slogan : « L'OGCN ne doit servir de tremplin politique à personne ».

Et bien sûr, Tapie emboîte le pas. Il n'est qu'un philanthrope amoureux du football, qu'il exécrait, soit dit en passant, il y a encore quelques années, avant de s'emparer de l'OM.

Nouvelle preuve que son coup est politique : tout le petit monde de l'établissement s'agite. Dans une sorte de comédie intitulée : « Je t'aime, moi non plus », on voit monter au filet le PDG de St-Laurent, **Pierre Bergé**. L'ami de "Dieu" s'attaque publiquement à l'autre ami de "Dieu". On est loin de l'OGCN. A Nice, en fait, il faut battre **Le Pen** pour un PS qui sent, qui pue la fin de règne. Ça reste à faire.

Pierre DÉMARET

(1) L'actuel directeur technique de l'OM, son ancien entraîneur.

Tapie : une passion équivoque et tardive.

POUR SAUVER L'OGCN

Quels que soient les griefs fondés ou infondés que l'on peut formuler contre l'ancien maire de Nice, je demeure persuadé que monsieur **Jacques Médecin** n'aurait pas permis la décrépitude de ce grand club dont les joueurs, avec l'aide des supporteurs, avaient pourtant gagné, sur le terrain, leur qualification en Première Division.

Il aurait évité que des étrangers, au sport du ballon rond pour certains ou à notre ville pour d'autres, viennent flairer dans la faillite l'opportunité d'une publicité avantageuse pour leurs entreprises, leur propre personne, voire même plus simplement leur promotion sur le plan politique.

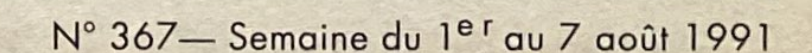
En la circonstance, la majorité municipale n'a pas joué le rôle que l'on pouvait attendre d'elle.

De leur côté, les prétendus sauveteurs, bien tardifs d'ailleurs, ne sont pas crédibles, quels que soient les ramages publicitaires dont certains peuvent bénéficier.

L'O.G.C.N. doit être sauvé par Nice, par son Conseil municipal, par ses entreprises locales, par sa population.

Donnant l'exemple, je me suis inscrit, ainsi que le parti que je représente, en tête de la souscription qui a été ouverte le 28 juin, persuadé que le sauvetage de l'O.G.C.N. est l'affaire des Azuréens, rien que des Azuréens, qui auront un club à hauteur de leurs efforts et de leur dynamisme.

Maître Jacques PEYRAT Ancien député, Conseiller municipal de la ville de Nice



LE JOURNAL D'UN HOMME LIBRE

Nous n'avons pas les mêmes valeurs

Nos amis s'étouffent volontiers d'indignation quand ils entendent M. Chirac et ses commis lancer, à l'encontre de Jean-Marie Le Pen et du Front National leur fameux slogan : « Nous n'avons pas les mêmes valeurs ».

A mon avis, ils ont tort... et raison.

Raison parce que le propos est infâme.

Mais tort parce qu'il est vrai.

Il est parfaitement exact que, ni dans son passé, ni dans son présent, M. Chirac n'a honoré les vertus que Le Pen n'a cessé d'incarner dans son action politique.

Non seulement il ne les a pas honorées, mais il les a bafouées pour les besoins de sa carrière de politicien. On peut le montrer avec la plus grande facilité tant les preuves de son indignité abondent et sont flagrantes. Je n'en retiendrai que quelques-unes, irréfutables.

Le vertueux Chirac est un des responsables de la légalisation de l'avortement. C'est lui qui, Premier ministre, fit de Simone Veil son ministre de la Santé. Il l'appelait Poussinette. Pour une faiseuse d'anges, c'est gracieux. La majorité de l'Assemblée nationale était hostile au projet. Pour le faire adopter, il fallut s'appuyer sur les voix des députés socialo-communistes. Traître à son pays, traître à son parti. Voilà ce qu'on ne peut reprocher à Le Pen. Il ne pratique pas ce genre de vertu.

Le vertueux Chirac fut également traître à ses amis, ou à ses ex-amis. En 1974, il avait trahi les gaullistes en général, et Chaban-Delmas en particulier, pour assurer la victoire de Giscard d'Estaing et devenir son Premier ministre. En 1981, il trahit Giscard d'Estaing pour favoriser l'élection de François Mitterrand.

Dans certains milieux d'extrême droite, j'ai vu arriver des émissaires du RPR cousus d'or. Ils finançaient la fabrication et la diffusion de libelles anti-giscardiens. L'un d'eux frappa beaucoup les esprits. En couverture une photographie montrait Giscard, à Moscou, déposant une couronne aux pieds du tombeau de Lénine. De quoi dégoûter du vote utile l'anticommuniste primaire et viscéral.

En même temps, on le sait aujourd'hui, Chirac, président du RPR, rencontrait chez Mme Edith Cresson Mitterrand, premier secrétaire du PS. On peut imaginer que ce n'était pas pour se raconter des histoires belges.

Le soir de la défaite de Giscard les émissaires mentionnés plus haut pavoisaient et payaient des tournées générales. On ne trinquait pas à la vertu. Je n'ai jamais entendu reprocher à Jean-Marie Le Pen de semblables fourberies.

La traîtrise, Chirac l'a poussée jusqu'à se trahir lui-même.

En 1978, il dénonçait le parti de l'étranger :

« Il est des heures graves dans l'histoire d'un peuple où sa sauvegarde tient toute dans la capacité de discerner les menaces qu'on lui cache. L'Europe que nous attendons et désirons, dans laquelle pourrait s'épanouir une France digne et forte, cette Europe nous savons depuis hier qu'on ne veut pas la faire. Tout nous conduit à penser que derrière le masque des mots et le jargon des technocrates, on prépare l'inféodation de la France, on consent à l'idée de son abaissement. En ce qui nous concerne, nous devons dire non... Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et tranquille. Français, ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort. »

Belles paroles, mais verbales. Poudre aux yeux. Bulle de savon. Exercice de style. Mensonges. Mensonges. Dans la nuit du 3 au 4 juin dernier, Chirac écoutait la *« voix paisible et tranquille »*. Il *consentait à l'abaissement de la France*. Il votait avec les socialistes et les communistes la ratification des accords de Schengen qui suppriment les frontières avec l'Angleterre, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne (495 voix contre 61).

Un certain nombre de ses amis l'imitaient, dont Patrick Balkany, Edouard Balladur, Jacques Baumel, Jacques Chaban-Delmas, Patrick Devedjian, Guy Drut, Michel Giraud, Alain Juppé, Jacques Lafleur, Jacques Limouzy, Michel Noir, Françoise de Panafieu, Robert Pandraud, Michel Péricard, Bernard Pons, Philippe Séguin, Jean Tibéri, Jacques Toubon (1). Le jour, sur les tréteaux, pour abuser les électeurs, ils tonnent ; ils roulent les mécaniques ; véhéments et implacables, ils reprochent aux socialistes l'immigration sauvage à travers les frontières-passoires, mais le soir, à l'Assemblée, en catimini, à la sauvette, on vote avec ces abominables socialistes pour qu'à la place des frontières passoires il n'y ait pas de frontières du tout, afin que les clandestins soient vraiment chez eux chez nous.

Ce mélange d'infidélité et d'inconséquence au service d'une machine à duper s'accorde mal à Le Pen qui se flatte de n'avoir guère changé d'avis, sur l'essentiel, depuis ses premiers engagements, et en tout cas jamais par opportunisme.

C'est vrai, Chirac et lui n'ont pas les mêmes valeurs.

La grande trouille de Chirac

Jean-Maire Le Pen a été beaucoup critiqué et attaqué. On ne lui a jamais reproché de manquer de courage. C'est une vertu qu'il n'a cessé de pratiquer depuis l'enfance, quoi qu'il ait pu lui en coûter.

On serait en peine d'en dire autant de Chirac. Devant l'épreuve politique et morale il est lâche. On l'a vu dans l'affaire Touvier. La grande trouille l'a saisi devant le péril. Quand la meute cosmopolite s'est attaquée à la mémoire de son père spirituel, son bienfaiteur, sa référence politique : Georges Pompidou, Chirac est demeuré muet, et ce silence poltron permet de juger l'homme.

Rappelons les faits. Ils le méritent. Nous sommes le 21 septembre 1972. Lors d'une conférence de presse, un journaliste du lobby interpelle le président de la République.D'un ton comminatoire, il le somme de s'expliquer sur la grâce qu'il vient d'accorder à l'un des responsables de la Milice française de Lyon : Paul Touvier. Nullement gêné, Georges Pompidou répond :

— Touvier ? Eh bien, parlons-en.

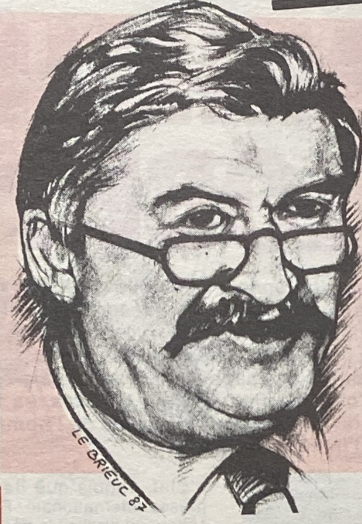
Il en parle, fort bien, et termine en disant :

— Cinq ans de drames, de divisions, de haines... Nos enfants contre nos enfants... N'est-il pas temps de passer l'éponge ? D'oublier nos guerres civiles...

Pas plus que la grâce de Touvier, cette mansuétude ne fut jamais pardonnée au Président Pompidou. Durant la longue traque du milicien, quand il fut arrêté à Nice, récemment encore lors de sa mise en liberté provisoire — mesure qui permet de s'interroger sur le poids de ce dossier que l'on disait accablant — toutes les occasions furent bonnes qui permettaient de juger sévèrement la "faiblesse" de Georges Pompidou. Sa faute...

Des rumeurs circulaient, des médisances. On chuchotait qu'il n'avait pas été un grand résistant. Ni même un petit. On racontait que son oncle Frédéric, libraire à Chantilly, engagé en 1941 à la LVF (Légion des Volontaires français contre le Bolchevisme) et qui s'était battu à l'Est sous l'uniforme allemand, avait son couvert mis à l'Elysée. On affirmait que Pompidou

par François Brigneau



avait entretenu des rapports cordiaux avec Marcel Déat, normalien comme lui, ancien député socialiste devenu national-socialiste sous l'Occupation. Tout cela expliquait sa clémence à l'égard de Touvier, mais la rendait encore plus condamnable, répétait-on, et Chirac laissait dire. Jamais il n'essaya d'expliquer, de justifier ou de défendre. Quand on a passé un pacte avec le *B'nai B'rith*, mieux vaut éviter certains sujets. C'est plus prudent.

La reconnaissance et la fidélité à Pompidou qu'affiche Chirac ne l'ont pas empêché d'"oublier" Chicago. En voyage officiel aux Etats-Unis, invités du Président Nixon, M. et Mme Pompidou arrivent à Chicago le 28 février 1970. Devant l'hôtel *Palmer House*, dix mille Juifs les attendent. Ils crient :

— Honte à vous M. Pompidou !

Le président français aurait-il tenu des propos blessants pour les Américains ? Sa politique s'opposerait-elle à la politique américaine ? Non. Il a seulement vendu cinquante *Mirage* à la Libye et l'internationale sioniste est aussitôt entrée en transes.

Dans la soirée, en traversant le hall de l'hôtel, le président de la République française et son épouse sont entourés, bousculés par une horde de furieux. Les policiers laissent faire ou n'interviennent que mollement. Mme Pompidou est livide, et sur le point de défaillir. Au milieu des invectives et des frictions, un instant on peut craindre le pire. Puis M. et Mme Pompidou arrivent à regagner leur voiture. Le lendemain le président français déclare :

— Ces manifestations mettent une tache sur le front de l'Amérique (2).

Alors qu'il n'était pas prévu, M. Nixon tient à présider le dernier repas officiel et à présenter ses excuses à Mme Pompidou.

Cet affront les marqua beaucoup. Beaucoup plus que M. Chirac. Il ne parle jamais de cet incident, pourtant significatif. Il semble ne pas en avoir tiré d'enseignement, excepté celui de la réserve qu'il est recommandé d'observer sitôt que s'allonge l'ombre de l'internationale sioniste.

A l'opposé, quelle que soit l'internationale, Jean-Marie Le Pen se montre moins circonspect. S'il croit utile de dénoncer les pressions, s'il croit nécessaire de mettre en garde contre les menaces, il le fait d'une voix tranquille. Il a fait sienne la recommandation de Jean-Paul II :

— N'ayez pas peur !

Décidément M. Chirac et lui n'ont pas les mêmes valeurs.

Des harkis à la loi électorale

J'ai beau chercher, je ne vois pas où M. Chirac pourrait être cité en exemple. Voyez les harkis et leurs fils. Aujourd'hui Chirac-le-gaulliste verse sur leur sort d'émouvantes larmes. Il compatit à leurs malheurs. Il stigmatise l'ingratitude du pouvoir socialiste. Ce qui se peut approuver mais témoigne tout de même d'une force cynique à toute épreuve. Car le responsable n°1 des malheurs des harkis, celui qui les a livrés aux couteaux des tueurs du FLN, celui qui voulait les rejeter à la mer, celui qui les a parqués comme des bêtes, abandonnés sans aide ni ressources, c'est le général de Gaulle que Chirac ne cesse de proposer comme modèle. On ne se moque pas du monde plus effrontément.

On dira :

— Chirac n'est pas responsable de la politique algérienne du général.

Exact. Mais il l'a ensuite approuvée et quand il est arrivé au pouvoir sous Pompidou, sous Giscard, puis sous Mitterrand, qu'a-t-il fait pour les harkis ?

Rien.

Ce qui ne devrait pas permettre de juger sévèrement ceux qui n'en ont pas fait davantage.

A propos de la possible modification de la loi électorale, des remarques similaires pourraient être faites, qui ne sont pas plus flatteuses pour M. Chirac. Il accuse M. Mitterrand de vouloir en changer pour le profit de son parti et ce tripatouillage lui paraît une offense à la Démocratie.

Là encore M. Chirac devrait éviter de donner des leçons. En 1958, quand son grand homme revient aux Affaires, le premier souci du général de Gaulle est de remplacer la proportionnelle (qui a permis l'élection de 52 députés poujadistes) par le scrutin majoritaire à deux tours (qui enverra 212 députés gaullistes à l'Assemblée). Cette modification du mode de scrutin, ce tripatouillage, à qui ont-ils profité ?

En 1986, quand il devient Premier ministre de la cohabitation, M. Chirac a une idée fixe : avant tout, changer la loi électorale. Comme de Gaulle il ne veut plus de la proportionnelle : on lui doit 35 députés du Front national.

Celle-ci n'est pourtant pas sans mérites. D'abord, elle lui a permis de battre les socialistes au pouvoir depuis cinq ans. Ce n'est pas rien.

Ensuite, c'est le système électoral le moins injuste. Elle permet aux minorités d'être représentées et de faire valoir leurs arguments. La justice ne figurerait-elle pas au nombre des vertus que M. Chirac prétend défendre ?

Enfin, la proportionnelle donne un sens positif au vote. Dans le scrutin majoritaire, on vote selon la formule : « au premier tour, on choisit ; au second, on élimine ». En définitive on ne vote ni pour ses idées, ni pour le candidat que l'on préfère, on vote pour empêcher l'adversaire d'être élu. On vote contre. Les majorités qui se dégagent ne sont pas soudées par le désir de construire ensemble. C'est le refus qui les cimente. Le scrutin majoritaire est un système masqué et négatif.

Au contraire, la proportionnelle permet à l'électeur de voter pour ses idées et les hommes qui s'en réclament. On ne vote pas contre. On vote pour une politique. Si tant est qu'on puisse trouver de la franchise dans l'élection, c'est le système le plus franc et, répétons-le, le plus positif.

C'est peut-être pourquoi M. Chirac s'est dépêché de la supprimer. Cela ne lui a pas porté chance. Il a été battu. Mais il a permis l'élimination des parlementaires du Front National. Pour plaire au *B'nai B'rith*, c'était l'essentiel. Avec quatre millions de suffrages, Le Pen n'avait qu'une élue. Telle est la justice démocratique telle que la conçoit M. Chirac.

C'est vrai, il a raison, nous n'avons pas les mêmes valeurs.

François Brigneau

(1) On trouvera la liste complète des accords de Schengen — toujours précieux en période électorale — dans le dernier numéro de Lectures françaises, *21 F - DPF, BP 1, 86190 Chiré-en-Montreuil.*

(2) Voir De Gaulle, les gaullistes et Israël, *de Samy Cohen (Ed. Alain Moreau, p. 170) et* Israël et la Ve République, *de Claude Clément (Ed. Olivier Orban, p. 155-156).*

UN ÉTAT DANS L'ÉTAT

"TATIE DANIELLE" ET SON LOBBY

Mais pour qui se prend Mme Mitterrand ? Constitutionnellement, elle n'est que l'épouse du chef de l'Etat. Pourtant, du Nicaragua au Kurdistan, en passant par le Bengla desh et la Goutte d'Or, elle se comporte comme si elle était le n° 2 du régime. Fonctionnaires, ambassadeurs, ministres, tous se doivent de céder à ses caprices. Des frasques répétées qui nuisent non seulement à l'image de la France mais coûtent également cher aux contribuables, bien qu'officiellement *France Libertés,* sa fondation, soit une initiative personnelle. En fait, son combat pour les droits de l'homme est très sélectif et ne concerne que les droits de l'homme socialiste.

Répondant aux journalistes le 14 Juillet dernier sur les écarts peu diplomatiques de son nouveau Premier ministre, M. **Mitterrand** nous gratifiait d'un des petits numéros dont il croit avoir le secret sur les les vertus du parler cru, et n'avait pas de mots assez durs pour justifier l'hypocrisie de la langue de bois des technocrates. Comme toujours, le chef de l'Etat affectait de se croire plus malin que tout le monde.

Le dimanche suivant, sur *TF1*, devant des millions de téléspectateurs, sa Majesté **Hassan II**, 35e descendant du Prophète, s'empressait de répondre à ses vœux et au cours d'une royale interview, s'autorisait à dire tout le bien qu'il pensait de l'épouse "***morganatique*** " de M. Mitterrand, conseillant à cette dernière de ne pas s'enfoncer plus loin « ***dans le ridicule*** ». Notre ami le Roi ne s'est pas borné à administrer une fessée médiatique à l'épouse (de rang inférieur, qui reste exclue des dignités nobiliaires, selon la définition du **Larousse**, à l'adjectif morganatique) du chef de l'Etat. Il s'est également fait une joie d'aggraver son cas en commettant un crime encore plus grave, celui de lèse-socialiste, en prenant systématiquement le contre-pied des positions de M. Mitterrand sur l'immigration. Le roi du Maroc a réaffirmé qu'il était contre le droit de vote des immigrés, favorable aux expulsions, aux quotas, etc.

Tonton pour rester dans le parler cru, a, paraît-il, failli s'étouffer de rage et promis les pires châtiments... aux responsables de *TF1* !

Le brûlot de Perrault

Toujours est-il que la colère d'Hassan II a d'une part mis en lumière le niveau exécrable des relations franco-marocaines et surtout, le rôle singulier joué par **Mme Mitterrand** dans la dégradation de ces relations.

Une dégradation que rien ne justifie, si ce n'est le soutien apporté par l'épouse du chef de l'Etat à la formidable campagne de dénigrement engagée contre le Maroc d'Hassan, par des cercles ultra-minoritaires d'opposants et de militants crypto-communistes comme **Gilles Perrault**, auteur du best seller *Notre ami le Roi*. Le livre de Perrault, qui n'est qu'un pamphlet médiocre et caricatural est d'ailleurs dénoncé comme tel par la quasi-totalité de l'opposition marocaine à Hassan II, ce qui est tout de même un comble. En France, il bénéficie en revanche d'un soutien médiatique considérable, en particulier sur les chaînes du service public, soutien inexplicable au regard de la pauvreté des "informations" diffamatoires péniblement rassemblées par un Perrault qui expliquera en riant qu'il fut le premier surpris du succès rencontré en librairie par l'ouvrage.



Sillonnant la planète aux frais du contribuable, elle exige d'être reçue comme un chef d'Etat.

Quoi qu'il en soit, la fusée des "Droits de l'Homme au Maroc" était sur orbite. On a vu par la suite comment l'expulsion d'un soi-disant opposant marocain inconnu des Marocains et des Français devenait une affaire d'Etat. Tandis que devant la presse internationale, François Mitterrand justifiait la décision de son ministre de l'Intérieur d'expulser « en urgence absolue » **Abdelmoumen Diouri**, en expliquant que oui, vraiment, ce dernier avait "***franchi les bornes*** ", l'épouse morganatique dénonçait sur toutes les chaînes de télévision ce "***scandale***" et cette "***injustice***".

A cette occasion "Tatie" devait recevoir le soutien de Mme **Marchand**, épouse du ministre de l'Intérieur, qui menaçait d'aller jeter des pierres contre les CRS de son mari si ce dernier ne revenait pas sur sa décision. Grotesque mais efficace puisque l'Etat français était finalement obligé de s'incliner devant les manifestations des viragos et que Diouri, propulsé au rang de vedette médiatique, effectuait un retour triomphal à Paris.

Le soutien au Polisario

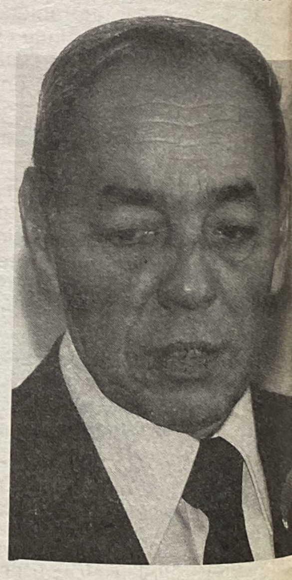
Mais l'action et les initiatives de Mme Mitterrand au Maroc ne s'en tiennent pas seulement là. Sous la pression des Nations unies, Hassan a accepté que soit organisé, dans quelques semaines, un référendum sur l'avenir de l'ex-Sahara espagnol. Des territoires fortement contestés par l'Algérie (socialiste) voisine. Ce référendum sera donc placé sous le contrôle des observateurs de Nations unies (plusieurs milliers).

Une garantie insuffisante apparemment pour Mme Mitterrand qui, au nom de *France Libertés*, vient de créer un "comité de vigilance" qui se propose de contrôler le bon déroulement du scrutin et donc, de se substituer à l'ONU. Depuis plusieurs années, Danielle Mitterrand s'est en effet faite l'avocat du Front Polisario, armé et soutenu par l'Algérie. Des ingérences et des prétentions jugées intolérables, quand bien même viendraient-elles de l'épouse du chef de l'Etat français.

C'est bien là tout le problème posé avec Danielle Mitterrand qui prétend n'agir qu'en sa seule qualité de présidente de *France Libertés*, l'association qu'elle a créée pour agir en faveur "des droits de l'homme".

Une allure de chef d'Etat

Officiellement, la militante socialiste des droits de l'homme n'engage qu'elle même ; une fiction toutefois difficile à avaler : ***« Quelques journalistes complaisants ont créé une légende autour de cette fondation »*** écrit **Gérard Streiff** (1). Une légende qui consiste à faire avaler aux gogos que *France Libertés* est ***« le fruit d'une initiative intempestive qui mettrait plus qu'à son tour le pouvoir dans l'embarras » Mensonge ! Toute l'équipe de la fondation est constituée par le noyau dur de la rosenclature. L'organisme est officieux, mais l'animatrice***



Hassan II : Excédé, le roi du Maroc a fini par administrer une bonne fessée médiatique à Danielle Mitterrand.

SOCIALISTE...



de France Libertés a pourtant droit, dans l'Hexagone et à l'étranger, à un traitement on ne plus "officiel" : préfets et ambassadeurs aux petits soins, cortèges de limousines, policiers aux aguets.

Bien plus que cela même, si l'on en juge par le récent voyage effectué par Danielle Mitterrand au Vietnam et au Cambodge en mai dernier. L'occasion de mesurer d'ailleurs la conception à géométrie variable des droits de l'homme de Tatie Danielle.

C'est en véritable chef d'Etat que Mme Mitterrand sera reçue au Vietnam et au Cambodge, deux fleurons bien vivants du Goulag toujours imperméable aux dérives petites-bourgeoises de la pérestroïka. Au Vietnam, la présidente de *France Libertés* aura ainsi des entretiens avec le secrétaire général du parti communiste puis avec le général **Giap**, "vainqueur de Diên Biên Phû" ; au Cambodge, avec le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères.

Notons que la France n'entretient pourtant pas de relations diplomatiques avec les autorités cambodgiennes, pays occupé par l'armée vietnamienne, et dont les autorités ont une légitimité voisine de celle des autorités placées par **Saddam Hussein** au Koweit...

Voilà donc Mme Mitterrand en position de véritable ambassadrice extraordinaire qui d'ailleurs saura parfaitement faire l'impasse sur les sujets délicats et susceptibles de froisser ses hôtes. Raison socialiste d'Etat oblige, la présidente de *France Libertés* gardera soigneusement pour elle son couplet sur les droits de l'homme au pays des *"boat-people"*. Pour faire bonne mesure, Mme Mitterrand avait toutefois émis le souhait de rencontrer une opposante au régime communiste vietnamien, Mme **Muong Thu Huong**, une intellectuelle emprisonnée pour "espionnage". Un vœu pieux que se gardera bien d'exaucer le KGB local. Commentaire de Danielle ? *« **Nous l'avons invitée, elle n'est pas venue** »*. Quelle pudeur soudainement, dans le langage, lorsqu'on le compare à celui employé pour dénoncer la situation "coloniale" qui prévaudrait à la Réunion, ou au martyre du peuple kurde.

Eric Laffitte

(1) Journaliste à *Révolution* et auteur de *La rosenclature* (chez Messidor)



Des airs douloureux, réservés exclusivement à la cause des "droits de l'homme socialiste"...

FRANCE LIBERTÉS OU LA DÉFENSE EXCLUSIVE DES DROITS DE L'HOMME SOCIALISTE

● *« **Indépendante et simple témoin** »* : telle est la fiction qu'aime à entretenir l'épouse du chef de l'Etat sur son action au sein de la fondation dont elle est présidente, *France Libertés*.

Pour ce qui est de l'indépendance financière on relèvera que (les derniers chiffres rendus publics datent de 1988) la fondation de Mme **Mitterrand** a reçu de l'Etat, c'est-à-dire du contribuable, la coquette somme de 2 415 000 francs de subventions. Sur ce chiffre, 15 000 F provenaient des services généraux du Premier ministre et 2 400 000 du ministère de la Solidarité et de la Santé. Des sommes insuffisantes, apparemment, pour couvrir les frais des voyages incessants et ceux du fonctionnement de la fondation, puisque Danielle Mitterrand usant de sa position de première Dame de France, ne craint pas d'accepter des dons à l'origine plus que douteuse, comme ceux complaisamment versés par **Daisaku Ikedu**, président de la Soka Gakkaï, une secte japonaise très puissante de 11 millions de membres. En 1989, Ikedu versera ainsi 250 000 francs, puis de nouveau 150 000 F à *France Libertés*. Des petits cadeaux qui entretiennent l'amitié et favoriseront une entrevue entre Ikedu et le chef de l'Etat. Seul problème, l'honorable président de la Soka Gakkaï a fait l'objet d'une enquête très poussée des services secrets français qui s'inquiètent de la tendance de ce dernier à implanter les succursales de sa secte exclusivement à proximité des centres d'études nucléaires français et à recruter ses futurs membres de préférence parmi les ingénieurs travaillant dans ce secteur ultra-sensible. Plusieurs mises en garde ont été ainsi adressées au Premier ministre de l'époque, **Michel Rocard**. Lequel s'est bien gardé de donner suite, étant donné l'état des relations entre Ikéda et la présidente...

Pour ce qui est de l'indépendance politique de *France Libertés*, c'est beaucoup plus simple. On y retrouve au conseil d'administration toute la nomenclatura de l'Etat socialiste : hauts fonctionnaires, ministres, amis personnel du chef de l'Etat, dont la présence ne laisse aucun doute sur l'indépendance proclamée ce cette association soi-disant "non gouvernementale". *France Libertés*, sur le modèle de SOS-Racisme, est purement et simplement une courroie de transmission du pouvoir, financée en grande partie par le contribuable. Parmi les administrateurs, on relève les noms de :

Georges Beauchamps, vice-président du Conseil économique et social, un poste-clé dans l'attribution au sein de cet organisme des "fromages", au titre des personnes qualifiées. Exemples : **Isabelle Thomas**, **Harlem Désir**.

Paule Dufour, membre du conseil d'administration de *FR 3*, elle est l'ancienne responsable de la commission politique de la CFDT, de la commission nationale "entreprises" du parti socialiste. Elle est également conseiller de Mitterrand pour les entreprises.

Georges Kiejman, ministre délégué de la Justice

Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge française

Georges Abadie. C'est le trésorier de l'association. C'est un pur hasard s'il est également le bras droit de **Michel Charasse** au ministère du Budget.

Enfin, *France Libertés* est domiciliée place du Trocadéro, et logée dans de sompteueux bureaux, propriété du ministère de la Culture.

SIDA

LE LYNCHAGE DU PROFESSEUR GERMAN

Depuis quelques semaines, l'affaire « German » alimente la rubrique « agitation scientifico-politique » de la presse et de l'audio-visuel. Le professeur Albert German, dans le n° 333 du *Bulletin de l'Ordre des Pharmaciens* (avril-mai-juin 1991) a écrit un article consacré à la lutte homme-virus. Il s'agissait de la reprise d'une communication qu'il avait faite devant l'Académie nationale de Pharmacie.

Ce spécialiste incontesté de virologie — ne créa-t-il pas le service de virologie de la faculté de Pharmacie de Paris dès 1952 ? Ne travailla-t-il pas avec le professeur **Lépine** de l'institut Pasteur ? — faisant un bref et saisissant panorama de la guerre que se livrent hommes et virus. Après la variole et la rougeole, entre autres, il en arrivait tout naturellement aux ravages causés par le SIDA dans nos pays développés et en Afrique. Parlant du virus du SIDA, voici ses propos :

« Un virus est sorti de la clandestinité, en s'adressant à une population qui utilise une muqueuse fine, fragile et très perméable, à des fins qui ne sont pas les siennes. On les appelle personnes à risque pour les rassembler avec ceux qui utilisent la voie injectable à des fins non thérapeutiques et couvrir ainsi pudiquement toutes ces dépravations. ... Ils sont responsables de la mort d'hémophiles ou de transfusés, avant que l'on sache surveiller les sangs, et des millions de morts à venir. »

Ignominie, indécence

Immédiatement les boucliers se lèvent et les invectives fusent. Pour le syndicat des personnes atteintes par le SIDA, le Pr German « a franchi toutes les limites de l'indécence, de l'ignominie et de la bêtise. »

Dans un communiqué commun, le conseil national du SIDA, l'agence de lutte contre le SIDA et l'agence nationale de recherche sur le SIDA se déclarent « outrés » et demandent des excuses publiques au Pr German.

Bruno Durieux, ministre de la Santé, exprime son indignation.

Un cortège de médecins pétitionnaires, parmi lesquels les professeurs **Dormont, Rozenbaum, Kazatchkine, Barre-Sinoussi, Gastaut, Gluckman**, exigent la démission du professeur German.

Quant au rédacteur en chef de *Gai Pied Hebdo*, il évoque la déclaration « particulièrement délirante » du président de l'Académie de Pharmacie.

Un tel concert agressif pousse à la réflexion.

1 — Quels sont les titres scientifiques des censeurs ? La réponse est simple, il s'agit de scientifiques qui ont assis leur carrière sur le SIDA. Sont-ils plus compétents que le professeur German ? Apportent-ils un démenti sur le fond ? Prouvent-ils que les propos sont scientifiquement erronés ? En aucune manière. La question, pourtant essentielle, est de savoir si ce qu'a écrit Monsieur German est vrai ou faux.

Michéle Barzach, déjà, avait tenté de détourner la question.

Lobby gay

2 — Pourquoi observe-t-on cette vague d'attaques ? Là encore, la réponse tient en peu de mots. Le professeur German, en mettant en cause la responsabilité de l'homosexualité dans la propagation de l'épidémie, a osé s'en prendre au lobby des invertis. Le SIDA est la chasse gardée de ce groupe de pression qui collecte les fonds pour la recherche et en contrôle la distribution aux scientifiques « amis », qui dirige la kyrielle d'associations et de comités théodules où quelques fonctionnaires en mal d'affectation ont trouvé le gîte et le couvert.

Et pourtant toutes les études le prouvent, l'homosexualité est un facteur de risque essentiel de contamination. Dans les prisons, 95 % des séropositifs sont soit toxicomanes, soit homosexuels, soit les deux.

Le procès en sorcellerie du professeur German n'est pas sans rappeler celui instruit contre **Jean-Marie Le Pen** et le groupe de médecins lorsqu'il y a plus de 5 ans, ils tiraient la sonnette d'alarme sur le SIDA et son développement.

Quand Le Pen afirrmait : « la salive est contaminante ainsi que toutes les sécrétions », madame **Barzach**, pourtant médecin, tonnait, criant au mensonge scientifique. Et pourtant, le récent congrès de Florence a confirmé le fait.

Quand Le Pen affirmait : « l'épidémie de SIDA menace le monde », on lui répondait « vision apocalyptique sans fondement ». Et pourtant, les experts de l'OMS prévoient une baisse de l'espérance de vie des Africains de 10 ans. Selon l'OMS, en l'an 2000, on comptera 30 à 40 millions de séropositifs, de 10 à 15 millions d'enfants de moins de 15 ans orphelins de parents sidéens (1).

Quand Le Pen évoquait les risques de contamination des professionnels de santé, on lui répondait qu'aucun cas de la sorte n'avait été observé.

Et pourtant, des dizaines d'infirmières, médecins, dentistes se retrouvent infectés : le risque est chiffré à 0,3 %. Le risque inverse de contamination d'un patient par un médecin existe aussi (2).

Pourquoi les autorités scientifiques et politiques refusent-elles de regarder le SIDA en face ? Peut-être parce qu'elles seraient obligées de parler elles-aussi de « dépravation » et de « morale naturelle ». L'autocritique deviendrait déchirante.

Dr L. PÉRENNA

(1) *Quotidien du Médecin* (19 juin 1991)

(2) *Panorama du Médecin* (8 juillet 1991)

ISRAËL

DÉPISTAGE OBLIGATOIRE DU SIDA

Le ministère de la Santé israélien vient de rendre obligatoire le dépistage du Sida pour tous les Juifs éthiopiens de plus de 9 ans, rapporte *Le Quotidien du médecin*. Selon les estimations, 1 % de ces immigrants seraient porteurs du virus.

Une décision qui, semble-t-il, est passée comme une lettre à la poste et n'a pas suscité l'indignation de la communauté internationale.

COMMUNIQUE

Nous avons reçu de Me **Soulez-Larivière** une demande de droit de réponse à laquelle nous ferons droit bien volontiers. Nous insèrerons donc dans notre prochain numéro son texte — avec, bien entendu, notre réponse.

SUPPRESSION

Les technocrates du pouvoir ont mis au point un plan de décentralisation de la gestion et des services de la Poste. Le bruit ayant couru que plusieurs milliers de licenciements risquaient d'en découler, la direction de la Poste a aussitôt démenti catégoriquement. Il n'y aura aucun licenciement du fait du plan, promis, juré. Il se produira seulement divers ajustements administratifs, « qui se traduiront par la suppression de quelques milliers d'emplois ».

DÉMOLITION

Ayant trouvé une astuce statistique pour faire disparaître d'un coup de baguette magique 700 000 chômeurs, les princes centro-socialistes poursuivent la casse systématique des entreprises. Le duo **Joxe-Mellick** (respectivement ministre et secrétaire d'Etat à la Défense), sous prétexte de regroupement, décida de fermer l'usine d'armement de La Londe (250 salariés). Un joli coup double : on diminue les capacités de production autonome française de matériel de défense, et on supprime des emplois.

TEXTILE

« Le gouvernement au secours du textile » : la presse s'extasie sur le plan dit de sau-

A l'heure où les tarifs postaux vont augmenter substantiellement et où, afin de faire passer la pilule, le gouvernement annonce une amélioration des prestations qui n'existe que dans sa propagande, le témoignage qui nous a été envoyé se passe de commentaire. Il est loin d'être exceptionnel et mérite de susciter une réflexion sur un service public toujours plus cher, pour toujours moins d'efficacité, sans que son personnel soit nécessairement le coupable d'une telle dégradation.

Défense des Français

vetage concocté par **Dominique Strauss-Kahn**, ministre de l'Industrie. Derrière le vocabulaire technocratique„ se dégage, en fait, la volonté de prise en main de tout le secteur par la haute finance alliée du socialisme. L'annonce d'un statut modifié de la haute couture est significative. Quant au nouveau projet de loi anti-contrefaçons (prévu pour le printemps 1992...), on peut se demander si les moyens de l'appliquer existent. Plan ou pas, 1500 postes de travail du textile sont en cours de suppression immédiate.

CLANDESTINITÉ

Une fois de plus, l'INSEE (l'Office national — ou plutôt gouvernemental — de statistiques) monte au créneau. Selon ses chiffres, « contrairement à une idée répandue, le travail au noir n'est pas d'abord lié à l'immigration clandestine ». Et de citer le fait qu'en 1989 l'administration a dressé davantage de PV envers des Français ou des immigrés en situation régulière (4 354) qu'à l'encontre d'immigrés sans papiers (3 108). La conclusion de l'INSEE s'avère absolument fausse : si 26 millions de Français et d'étrangers légaux en âge de travailler constituent moins de 60 % du travail au noir, 100 000 clandestins (selon les pouvoirs publics) en génèrent plus de 40 %.

Et reste à savoir si les opérations de contrôle ne sont pas soigneusement circonscrites à des catégories qui ne posent pas de "problèmes".

LES SYNDICATS FRANÇAIS SONT-ILS INCURABLES ?

L'OCDE — organisme mondialiste de coordination des économies — ne publie pas des études statistiques pour le plaisir. Aussi, convient-il de se demander pourquoi il vient de sortir des tableaux sur les effectifs syndicaux dans 24 pays, dont la France. Avec cette conclusion, pas nouvelle du tout, que la France se trouve lanterne rouge pour le taux de syndicalisation, c'est-à-dire la proportion de syndiqués par rapport au nombre total des salariés.

Selon l'étude OCDE, le taux de syndicalisation s'élevait à 22,3 % en France en 1970; il n'atteindrait plus que 12 % en 1988, soit 1 970 000 "encartés" dans toutes les confédérations. La chute accélérée des effectifs a été particulièrement marquée à partir de l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981. Ce qui n'a rien de surprenant, les septennats de **Mitterrand** ayant correspondu au développement massif du chômage et à la liquidation de pans entiers de l'industrie nationale, où la proportion de syndiqués était particulièrement élevée (sidérurgie, charbonnages...).

Toujours minoritaire

Les comparaisons avec les autres pays auxquelles se livrent les commentateurs, sont dénuées, ne leur en déplaise, de toute valeur. Dans l'Etat voisin, la perception de l'allocation chômage passe par la possession d'une carte syndicale. Ailleurs, le système de retraite de diverses branches professionnelles est géré par les syndicats, et implique l'adhésion. Dans une entreprise donnée, les avantages d'une convention collective ne sont accordés qu'aux seuls syndiqués. Tout cela est inconnu en France (à l'exception de secteurs très réduits, où ces pratiques sont en principe illégales).

Le syndicalisme français, hors deux périodes très courtes (le Front populaire et l'immédiat après-guerre de 1945) a en fait toujours été minoritaire, pour des raisons historiques et sociologiques dont la responsabilité ne lui incombe pas entièrement. Le contrôle de la principale confédération, la CGT, par un parti, le PC, n'a pas été un facteur positif. Mais beaucoup d'autres facteurs (législation trop tardive en 1884, etc) ont joué à son désavantage. A la veille d'une mondialisation accrue de l'économie nationale (sous couvert de prétendu "marché unique européen") et devant une nouvelle montée du chômage trop prévisible, y a-t-il un avenir pour les syndicats français, très divisés, et dont les finances dépendent largement de subventions étatiques ?

Un choix déchirant

La réponse est conditionnelle : la maladie de langueur des organisations actuelles n'a pas que des causes économiques. La publication OCDE est motivée par des raisons pratiques inavouables. Il s'agit d'une incitation claire aux grandes multinationales de s'implanter en France, pays ouvert, où des syndicats maigrichons, à la botte de tel parti ou du pouvoir, ne leur causeront aucun ennui majeur.

Le déferlement du capital étranger dans notre pays, dans la mesure où il agit sans entraves, de façon irresponsable et de moins en moins profitable aux légitimes intérêts nationaux, s'avère un élément de plus en plus négatif. De même la désastreuse concurrence des immigrés, clandestins ou non, qu'un certain patronat français et étranger utilise pour disloquer la cohésion sociale de notre pays. Sans parler des appétits suscités par notre protection sociale, que les assurances multinationales se préparent à prendre en sujétion.

Ce bref rappel de quelques problèmes majeurs actuels trace la voie du renouveau des syndicats français : ou ils se détourneront de la phraséologie idéologique commune au consensus politico-culturel et **défendront les intérêts nationaux des salariés au niveau des entreprises et des branches professionnelles**, ou ils continueront à battre les estrades médiatiques en affectant de fausses colères impuissantes, au sein de l'orchestre anti-national.

Dans cette seconde hypothèse, le syndicalisme s'effondrera à un taux plus voisin de 1 % que de 10 %. Dans la première, en se battant pour le maintien et le renouveau de la production nationale, les organisations réformistes (la CFDT centro-socialiste et la CGT communiste s'excluant, de par leur asservissement partisan, de tout sursaut national) ont un avenir assuré, vu les nécessités criantes d'une situation sociale angoissante.

René DUVAL

LA POSTE TUE LENTEMENT...

Thierry Carabin a créé une entreprise de formation qui, pour se maintenir et se développer, doit proposer régulièrement des formations nouvelles et un calendrier de séminaires inter-entreprises.

Ce sont les courriers de propositions de séminaires qui génèrent le chiffre d'affaires de l'entreprise. Cela impose un recours régulier aux services de La Poste, qui a le monopole de la distribution du courrier.

L'expédition du 5 décembre 1988 comportait 16 760 lettres de présentation de séminaires, avec dépliant de présentation, programme, objectif et contenu des formations, calendrier, bulletin d'inscription, offre de réduction pour les inscriptions reçues avant le 20 décembre etc.

Cette correspondance, sollicitée par La Poste, n'a été distribuée, pour l'essentiel, qu'après le 25 décembre, soit avec un retard de **plus de trois semaines** sur le délai le plus long garanti par le contrat proposé par La Poste. Soit, aussi, à une date et à une époque auxquelles le courrier avait perdu sa pertinence. Le résultat a été une absence de chiffre d'affaires. Pourtant, ce courrier a prouvé son efficacité : des envois similaires ont engendré un chiffre d'affaires direct supérieur à 300 000 F.

Le préjudice immédiat, pour l'entreprise, fut une perte sèche de 159 018,81F (coût de réalisation du courrier) et une perte de chiffre d'affaires supérieure à 300 000 F.

La responsabilité de La Poste, dans cette affaire, est indéniable. Les informations apportées depuis le sinistre par La Poste montrent qu'elle s'est engagée sur une prestation qu'elle savait ne pas pouvoir accomplir. **La Poste a donc commis une faute grave.**

Une résistance abusive

Il y a eu faute lourde de La Poste alors qu'elle se prétend partenaire des entreprises et fait état d'une bonne connaissance de leurs besoins.

En effet, l'imprudence évidente et l'absence manifeste de toute précaution, qui caractérisent l'attitude de La Poste dans cette affaire, sont constitutives d'une faute intrinsèquement lourde.

Depuis ce sinistre, la victime n'a eu de cesse de réclamer la réparation du lourd préjudice causé. Bien qu'elle sache que ce sinistre a balayé la trésorerie de l'entreprise et que la BNP a refusé le prêt de reconstruction de trésorerie qui était sollicité, l'attitude constante de La Poste vise à ne pas réparer le tort causé. Cette **résistance abusive** — attitude d'irresponsabilité inqualifiable au pays des Droits de l'Homme —, a aggravé le préjudice de façon plus que considérable.

En réduisant ainsi à néant plusieurs années de travail, dans un premier temps, et en la ruinant sciemment par son refus obstiné de tout dédommagement, dans un second temps, La Poste a privé la victime de son outil de travail et de sa liberté de travailler.

Les abus de La Poste ne s'arrêtent pas là... Comme le veut une pratique régulièrement et systématiquement confirmée par tous les représentants de La Poste dans toutes les manifestations commerciales et professionnelles auxquelles ils participent, la règle veut que l'affranchissement soit automatiquement remboursé en cas de retard de distribution, le solde du préjudice devant faire l'objet d'un règlement négocié cas par cas. Dans le cas qui nous occupe, La Poste a mandaté un huissier pour saisir les meubles de la victime, au seul motif que celle-ci a refusé le paiement de l'affranchissement de l'expédition sinistrée... !

Vous savez maintenant comment La Poste tue l'emploi.

R. D.

IL Y A PLUS D'UN AN, UN COLLABORATEUR DE "NH" RÉV

LES TRAFICS DE LA BANQUE "NOUVEL ORDRE MONDI

Un scandale à retardement, l'effarante affaire de la Bank of Credit and Commerce International ? Certes, mais beaucoup plus encore que certains font mine de le croire. Il se trouve en effet que les éléments essentiels du dossier avaient non seulement été révélés mais bel et bien publiés il y a plus d'un an. Et ce, par un collaborateur de *National Hebdo*.

C'est en mai 1990 que notre documentaliste et ami **Yann Moncomble**, qui devait mourir un mois plus tard, faisait paraître son livre *Le pouvoir de la drogue dans la politique mondiale*, que préfaçait **Henry Coston**. Or, dès le premier chapitre, le rôle de la BCCI dans le blanchiment des narcodollars comme dans le trafic d'armes international s'y trouvait clairement précisé, de même que les complicités de la banque dans les milieux dirigeants américains et ses liens avec la CIA.

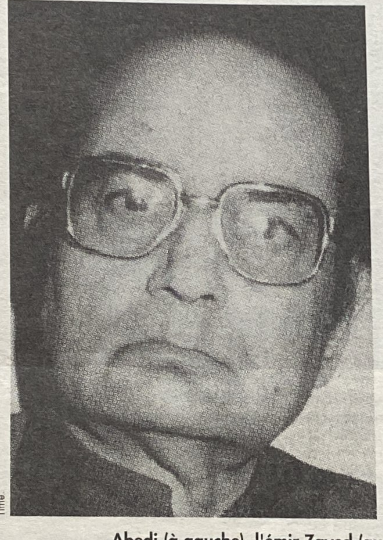
Charmant compagnon mais personnage à bien des égards mystérieux — il refusait notamment de se laisser photographier — Yann Moncomble était connu pour la valeur de sources de renseignement sur lesquelles il tenait à garder le secret le plus absolu. Et aussi pour le courage avec lequel il publiait des informations jalousement tues par les "services".

Un "concept" tiers-mondiste

On sait maintenant qu'en 1986, la DGSE avait établi un rapport "Confidentiel-Défense" sur le rôle de la BCCI dans le financement du groupe terroriste arabe **Abou Nidal**, responsable de plusieurs attentats en sol français, et qui recevait par ce truchement des subventions de plusieurs millions de dollars — notamment de ce cher petit Koweit que nos soldats sont allés "libérer" au début de l'année. Mais, jusqu'à la semaine dernière, ce rapport était resté soigneusement calé sous le vaste arrière-train de nos gouvernants.

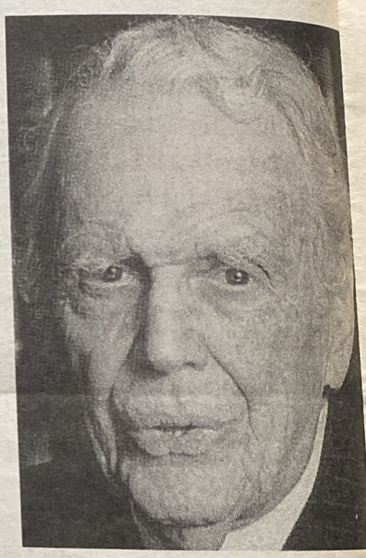
Il est également frappant qu'au moment même où Moncomble publiait ses informations très détaillées sur la BCCI et son rôle, le gouvernement britannique "perdait" (voir encadré page 13) un rapport qui lui avait été adressé sur le sujet — et qui contenait vraisemblablement les mêmes indications...

« Pour comprendre la BCCI, écrivait Moncomble, il faut faire un peu d'histoire. La Bank of Credit and Commerce International a été fondée en 1972. A sa fondation, elle figurait déjà au 49e rang des banques de dépôt du monde, et avait un des taux de croissance les plus rapides du globe... Si elle n'est pas la première banque du tiers-monde, elle est en tout cas la première banque tiers-mondiste du globe. Son activité est au service du "concept". Lequel ? Celui de son fondateur, **Agha Hassan Abedi**, Pakistanais d'origine. Mais ce "concept"-là ressemble plutôt à celui d'une secte qui demande intronisation. » Mais, plus encore qu'une banque tiers-mondiste, la BCCI peut apparaître à bien des égards, comme la banque du "nouvel ordre mondial", si cher à M. **Bush**.



Time.





Abedi (à gauche), l'émir Zayed (au centre), Clark Clifford (à droite) : les pièces maîtresses d'un gigantesque puzzle.

Les alliés des USA

« Il est un fait certain, souligne Moncomble, que l'on retrouve beaucoup de Saoudiens au sein de la BCCI. Parmi ses principaux actionnaires, on trouve non seulement l'émir d'Abou Dhabi, **Zayed ben Sultan an Nayane**, mais aussi **Kamal Adham**, chef des services secrets saoudiens, **Gaith Pharaon**, un des hommes d'affaires saoudiens les plus puissants, qui, par l'intermédiaire de la Pharaon Holding Ltd, détient 26 % du capital des Primistères Félix Potin et 28,5 % du capital de Paris-Parc, société qui construit et gère le parc d'attractions de Mirapolis à Cergy-Pontoise, et **Salem Ahmed ben**

Espionnage et meurtres

LE " RÉSEAU NOIR " DE LA B.C.C.I

● Si les langues commencent à peine à se délier dans l'affaire de la BCCI, ce n'est pas complètement le fait du hasard ; cette banque décidément pas comme les autres possédait sa propre organisation terroriste, chargée d'espionner, d'intimider, de faire chanter et, au besoin, de liquider physiquement les indiscrets et les gêneurs.

Eloquemment surnommée le "réseau noir", et basée non pas à Londres, comme l'affirme allègrement *Le Quotidien de Paris*, mais à Karachi, véritable centre nerveux du complexe mondial BCCI, cette organisation ne comptait pas moins de 1500 membres, répartis dans le monde entier et rompus à toutes les techniques de la guerre secrète, de l'espionnage électronique à l'attentat "ponctuel".

On peut citer le cas d'un trafiquant d'armes qui, après un litige avec la BCCI, s'est retrouvé infirme à vie, et celui d'un cadre pakistanais de la banque qui, ayant tenté de se retirer du jeu, a vu son frère tué, sa femme violée et n'a lui-même dû son salut qu'à une fuite précipitée. Selon l'hebdomadaire américain *Time*, des policiers new yorkais se sont eux-mêmes plaints d'avoir été l'objet de filatures et d'écoutes téléphoniques illégales.

Au même hebdomadaire, un ancien cadre supérieur de la BCCI a carrément déclaré :

— Je pourrais vous dire tout ce que vous voulez savoir, mais j'ai peur pour ma femme et mes enfants ; on pourrait les tuer.

Ses collègues préfèrent généralement dire qu'ils ne savaient rien et qu'ils n'avaient "rien remarqué d'anormal" dans le fonctionnement de la banque. On peut les comprendre...

" RÉVÉLAIT...

UE DU
DIAL"



Yann Moncomble : ce dessin d'Aramis est pratiquement son unique portrait.

AUX PREMIERES LOGES

Parmi les personnages se retrouvant dans leurs petits souliers la suite du scandale de la BCCI figure le directeur de la CIA, **Robert Gates**. Pensant un peu naïvement que les choses "allaient s'arranger", il avait commencé par démentir catégoriquement — et de façon passablement hautaine — toute collusion de son service avec la banque.

Or, quelques jours plus tard, l'utilisation de celle-ci par la CIA devenait de notoriété publique, en même temps qu'était révélée la "complaisance" montrée par le service à l'égard des narcodollars.

Pire encore, certains commencent à faire état d'une "coopération directe" entre quelques agents de la CIA et les hommes de main du "réseau noir" de la BCCI.

Mahfouz, propriétaire de la plus grande banque de son pays, la National Commerce Bank, et grand ami d'**Adnan Kashoggi**. Or, il faut souligner que ces alliés puissants des Etats-Unis dans le Golfe possèdent la majorité de la BCCI, et que cette dernière n'avait pas lésiné pour se faire des amis au plus haut niveau de l'administration américaine. »

Des exemples ? Moncomble n'en est pas avare.

« Ainsi, écrit-il, Global 2000, un organisme de charité fondé par l'ex-président **Jimmy Carter**, membre de la Trilatérale, a reçu des dons représentant plusieurs millions de dollars de la part de la BCCI. **Bert Lance**, ancien directeur du Budget dans l'administration Carter et ami de longue date du président fondateur de la BCCI Agha Hassan Abedi, deviendra l'un des directeurs de l'ICIC (International Credit and Investment C°), une filiale de la BCCI basée aux îles Caïmans. Celui-ci était d'ailleurs déjà associé à Gaith Pharaon dans le cadre de la National Bank of Georgia, avec pour mission précise d'acquérir la First American Bankshares de Washington pour le compte de M. Abedi. Il n'y réussira pas. Mais le oanquier pakistanais, par l'intermédiaire de la société financière de M. Pharaon, la Koweit International Finance C°, basée aussi aux îles Caïmans, parviendra finalement à prendre le contrôle de l'établissement de Washington. »



Jimmy Carter aurait, une fois de plus, mieux fait de s'abstenir.

Homme de tous les présidents

La présidence de celui-ci sera alors attribuée à **Clark Clifford**, « conseiller de tous les présidents américains depuis **Harry Truman** et ancien secrétaire à la Défense de **Lyndon Johnson** », dont les interventions en faveur du général **Noriega**, autre protégé de la BCCI, feront scandale.

Comment tous ces trafics ont-ils pu être tolérés si longtemps ? Aux Etats-Unis, en tout cas, la chose peut s'expliquer très simplement : il apparaît que l'ensemble des services spéciaux américains, CIA en tête, avaient recours aux bons offices de la BCCI pour leurs maniements de fonds occultes — et notamment pour des achats et livraisons d'armes qu'ils n'étaient que peu soucieux de déclarer officiellement. Ainsi, la CIA utilisa les services de la BCCI au Pakistan pour ravitailler en armes les rebelles afghans — en fermant, en échange, les yeux sur le trafic de drogue et le blanchiment des narcodollars. Le National Security Council fit de même pour les fournitures aux "contras", et les livraisons de matériel de guerre à l'Iran — objet d'un scandale national — empruntèrent les mêmes canaux.

Dans le même temps, la BCCI, pas regardante, permettait la livraison de fusées chinoises Silkworm à l'Arabie Saoudite et de fusées Scud nord-coréens à la Syrie.

Il est vrai que la BCCI, tout en ayant parmi ses "bons" clients la Libye, la Syrie et l'OLP, entretenait les meilleures relations avec les services spéciaux israéliens, qui ont effectué maintes opérations par son intermédiaire. A partir de ce moment, tous les espoirs sont permis...

Jusqu'au jour où un krach historique vint faire s'effondrer cet empire de 20 milliards de dollars, implanté dans 62 pays.

Comme l'écrit *Time* :

« Jamais un scandale unique n'a impliqué autant d'argent, autant de nations et autant de personnalités de premier plan. »

UN COMPLOT

C'était simple, mais il fallait quand même y penser. Pour la presse pakistanaise, le scandale de la BCCI n'est rien d'autre que le résultat d'un "complot occidental" dirigé contre le monde musulman.

Forte prise de position qui n'a pas empêché les clients de la banque d'assiéger les guichets de celle-ci en de véritables scènes d'émeute.

PERDU CORPS ET BIENS

Si les remous suscités par l'affaire de la BCCI n'ont pas fini de se faire sentir aux Etats-Unis — où l'ensemble du système bancaire est déjà menacé — le krach a, en attendant, déclenché un véritable scandale politique en Grande-Bretagne.

Il se trouve en effet qu'outre des petites entreprises et des épargnants alléchés par les taux d'intérêt mirobolants proposés par la banque, de nombreux conseils régionaux britanniques y avaient placé leurs fonds. Plusieurs d'entre eux sont d'ores et déjà en faillite, le plus durement touché étant celui des Hébrides, qui perd dans l'affaire 23 millions de livres (23 milliards de centimes), alors que les dépositaires ne sont en principe remboursés qu'à concurrence de 15 000 livres.

Or, il apparaît qu'un rapport accablant sur le fonctionnement de la BCCI avait été adressé au gouvernement britannique il y a plus d'un an. Réponse officielle : ce rapport aurait été "perdu" lors d'une transmission d'un ministère à l'autre.

Le chancelier de l'Echiquier (ministre des Finances) de l'époque était un certain **John Major**, présentement Premier ministre.

AU PINATELESCOPE



JEAN-CLAUDE LAURET

Livres-service

PEINTURE

La gloire de Rubens
de Philippe Muray



La petite pelisse (Musée de Vienne)

Aujourd'hui, **Rubens** paraît être un peintre par trop oublié. Il ne fait pas l'objet de vastes rétrospectives transportant les critiques et faisant se pâmer les amateurs d'art. Rubens, il se peut, déconcerte par son extraordinaire prodigalité, la diversité de son œuvre et sa virtuosité. Puisant son inspiration dans la mythologie, l'Antiquité, l'Ancien et le Nouveau Testament, l'Histoire enfin, il surprend souvent ceux qui ignorent tout des contes et légendes du monde gréco-latin et méconnaissent l'Histoire Sainte.

Rubens, quel que soit le sujet du tableau, n'a qu'un seul but : exprimer la beauté des formes, célébrer le corps. Rubens est un artiste comblé. Couvert d'honneurs, il est chargé de mener plusieurs négociations diplomatiques. L'ambassadeur officieux qu'il est ne s'écarte pas de la poursuite de son œuvre. Bien au contraire. Entre 1597 et 1640, année de sa mort, il peint environ mille quatre cents tableaux auxquels il faut ajouter une multitude d'esquisses, dessins et gravures. Cela représente, pour les esprits épris de comptabilité et de statistique, une moyenne de trente-trois œuvres par an. Et les chefs-d'œuvre succèdent aux chefs-d'œuvre. Après *L'Adoration des Mages* du Prado, voici *L'Erection de la Croix* de la cathédrale Notre-Dame d'Anvers, *Le Christ mort* (Berlin) *La Fuite en Egypte* (Cassel), *Suzanne et les Vieillards* (Anvers), *Le Coup de lance* (Anvers), *La Chute des damnés* (Munich) pour ne citer que quelques somptueuses compositions. Encore faut-il savoir que celles-ci ne sont, en quelque sorte, qu'un prélude annonçant bien d'autres superbes tableaux de ce créateur dont la fécondité n'a d'égale que la puissance.

Rubens fascine par son œuvre, par sa vie. Comment s'expliquer qu'aucune biographie récente ne lui ait été consacrée ? Cela paraît plus que surprenant en ce temps où des personnages parfois bien obscurs se voient honorés dans d'imposantes monographies.

Philippe Muray n'a pas l'intention de combler cette lacune. Il n'a que faire d'être l'observateur minutieux contant par le détail, la geste de ce peintre qu'il prendrait pour modèle. Il veut le célébrer. Il veut le chanter. Et il le chante avec une fougue et un élan qui emportent très vite la conviction. Philippe Muray ne cache pas ses sentiments : « Oui, j'aime Rubens » déclare-t-il sans ambages à la première ligne de son livre. Il aime le peintre avec passion, avec fougue. Il le chante avec un lyrisme baroque, exprime une joie sauvage au cours de cette célébration gaillarde.

Hymne à la joie

On éprouve, devant un tel déferlement, un véritable choc, trop habitués que nous sommes à des textes bien sages, souvent trop polis et si conformes aux usages qu'ils donnent vite dans une platitude désolante. N'est pas **Céline** qui veut, il est vrai. Or, Philippe Muray connaît bien l'auteur de *Mort à crédit*. Il lui a même consacré un *Essai*, lui aussi tout à fait subjectif, aux éditions du Seuil.

Il hait le conformisme, aime la liberté. Il montre que toute l'œuvre de Rubens est une fête païenne où gambadent les ménades, où les bacchantes dansent. Chacun de ses tableaux est une corne d'abondance débordante de volupté qui explose au visage du spectateur : là, lourde, lente, la femme pleine de toutes les promesses ravit. Ses peintures empreintes d'une voracité primitive racontent des rapts, sont l'histoire de chasses, de traques. On ne peut alors lui échapper.

Philippe Muray s'amuse, chemin faisant, avec la phrase, joue — et fort bien — avec le verbe. Le passage où il s'ébat autour du tableau *La Petite pelisse* est un petit feu d'artifice où saillent les bons mots, où darde l'allusion malicieuse, où jaillit la provocation, toujours stimulante, même si elle peut parfois choquer quelques-uns par trop épris de conformisme. Jeune homme turbulent, l'auteur de cet essai vif et emporté bouscule en toute allégresse idées reçues et poncifs. Le gaillard meneur corrosif de cette fête sauvage, chahuteur à souhait, mérite bien des couronnes.

Grasset. 118 F

Musique en tête

par Claude Gaillard

JAZZ

BESSIE SMITH

- Durée : 60' 54"
- Date d'enregistrement : entre 1923 et 1930
- ADD
- JA-CD 2076 (éditions Atlas)



L'impératrice de Blues au sommet de sa gloire

Il suffit de quelques disques pour que **Bessie Smith** s'impose. Bientôt, personne ne conteste plus son titre d'impératrice du Blues. Et pourtant la concurrence est rude, car ne serait-ce que dans son Tennessee natal — elle est née en 1894 ou 1895 à Chattanooga — les chanteuses abondent. Bessie Smith a eu le privilège de connaître **Gertrude « Ma » Rainey**, la plus célèbre interprète de Blues de son époque. Elle apprit à côté de « Madanee » son métier et c'est grâce à elle et au pianiste **Clarence Williams**, le désormais célèbre compositeur de *Royal Garden Blues* qu'elle fit son premier enregistrement, *Golf Coast Blues*, en 1923. Le succès de ce disque fut immédiat et aujourd'hui, plus de 68 ans après, on succombe toujours à la magie de cette voix.

A côté de ce morceau, se trouvent d'autres merveilles comme *Cimetery Blues, Havated House Blues, Empty Bed Blues* et le très poignant *Blue Spirit Blues*. Bessie a l'étonnant pouvoir d'exprimer toute la douleur du monde en donnant à ses plaintes une poignante vérité. Elle exprime ici la douleur de la femme abandonnée, qui s'aperçoit que son homme est à jamais parti. Elle chante surtout la terreur de l'être devant la mort et l'angoisse éprouvée en cet instant suprême de voir le diable s'emparer de son âme.« Une de ses qualités remarquables, relevé avec pertinence le célèbre critique de jazz que fut **Hugues Panassié**, est la faculté de varier à l'extrême ses interprétations. Tantôt elle est accablée d'une pesante tristesse, tantôt elle est sereine, tantôt d'une tendresse implorante. » Seule, juste accompagnée au piano — à l'exception de *Yellow Dog Blues* et de *Recklen Blues* où **Louis Armstrong** se livre avec sa trompette à un contre-chant à jamais célèbre — l'impératrice règne, et sans effort apparent, s'impose. Quitte à avoir un seul disque de Bessie Smith, il importe d'avoir celui-ci. Attention, chef-d'œuvre absolu.

PAUL WHITEMAN

- Durée : 55' 34"
- Date d'enregistrement : entre 1920 et 1928
- ADD
- JA-CD 2077 (éditions Atlas)

Le seul véritable mérite de Paul Whiteman est d'avoir commandé en 1924, à **George Gershwin,** La *Rapsody in Blue* pour l'orchestre qu'il dirige. L'enregistrement de cette composition va être à l'origine du "jazz symphonique".

L'orchestre grandit au fur et à mesure de l'immense succès qu'il rencontre auprès d'un public de Blancs qui aiment danser le fox-trot.

En 1930, Paul Whiteman est la vedette d'un film musical à grand spectacle, *The King of jazz*. Il ne mérite pas ce titre d'une totale outrance. Avec cette formation pléthorique, où la section des cuivres avec tuba, trompette, trombone, se taille la part du lion, il fait de la belle musique, selon les critères à la mode à cette époque. Cela n'a rien à voir avec le jazz, mais peut être écouté comme un genre en soi.

PAR JEAN MABIRE

ERNEST HEMINGWAY

Un barbare du Nouveau Monde

Voici trente ans, le 2 juillet 1961, dans son ranch de Ketchum, en Idaho, Ernest Hemingway se suicidait d'un double coup de fusil de chasse dans la tête, voulant laisser à ses amis et à ses lecteurs l'image d'un homme foudroyé en pleine puissance, alors qu'il se savait guetté par le naufrage de la démence, de la maladie et de la sénilité. Il allait avoir soixante-deux ans et estimait qu'il en avait terminé avec la légende qu'il s'était fabriquée lui-même, au cours d'une vie violente à défaut d'être vraiment aventureuse. Quant à son œuvre, qui comprend une quinzaine de titres, dont dix romans, de nombreuses nouvelles et d'innombrables reportages, elle lui assure une célébrité peut-être un peu surfaite, mais qui n'en fait pas moins le plus connu des écrivains américains de son temps, Prix Nobel de surcroît. Ni l'homme ni ses livres ne méritent sans doute cette sorte de culte qui les entoure et qui correspond assez bien à la montée de l'impérialisme des Etats-Unis et à leur ambition planétaire. Si amoureux qu'il fût à l'en croire de la vieille Europe, Hemingway n'en reste pas moins, par toute la démesure de son personnage, un "barbare" du Nouveau Monde, dont la culture ne dépasse pas celle d'un cowboy enrichi. A le lire, on mesure finalement combien l'Atlantique sépare deux conceptions du monde irréductibles.

Né à Oak Park, dans l'Illinois, le 21 juillet 1899, d'un père médecin et d'une mère qui élèvera une demi-douzaine d'enfants, Ernest, le second, n'a pas dix ans quand il se lance dans de frénétiques parties de chasse ou de pêche. « Tuer les animaux » sera pour lui un véritable besoin, dont il fera une jouissance plus qu'un art ou un sport.

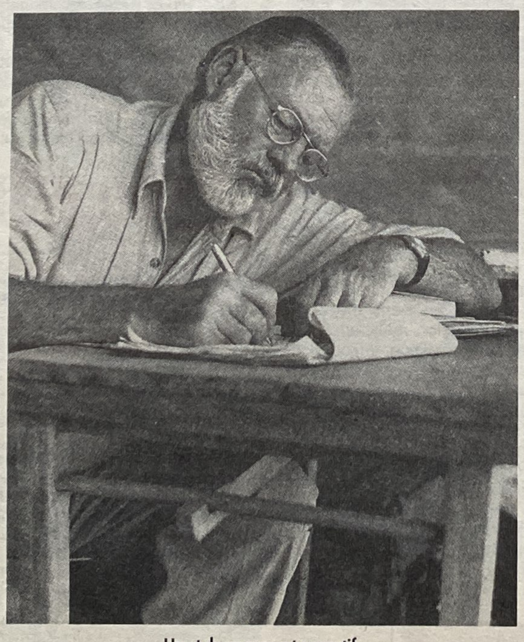
Très jeune, il préfère le journalisme à l'université et restera toute sa vie plus soucieux de reportage que de culture. Curieux, certes, mais de l'instant, de l'actualité, du fugitif. Aucun goût du passé, donc de l'avenir.

Son courage est à la mesure de son ambition. Quand les Etats-Unis entrent en guerre en 1917, il ne veut manquer pour rien cette aventure. Malgré sa stature de colosse carnassier, il est réformé : problème de vue. Alors, comme **Jean Cocteau** l'a fait dans les Flandres, il s'engage dans la Croix-Rouge, sur le front italien. L'aventure n'est pas sans risques. Chauffeur d'ambulance, il est très grièvement blessé à une jambe. A peine guéri, il retourne aux States et se marie, à vingt ans, avec une amie d'enfance. Ce sera la première de ses quatre femmes légitimes.

La découverte de Paris

Le couple part pour la France, où Ernest devient journaliste, correspondant du *Star* de Toronto (Ontario, Canada). Sa découverte de Paris, à travers le prisme déformant de la colonie "intellectuelle" américaine, lui inspire quelques poèmes et son premier roman, *Le soleil se lève aussi*. Des bars de la rive gauche aux arènes de Pampelune, c'est l'histoire pitoyable d'un de ses compatriotes, rendu impuissant par une blessure de guerre, qui se prend de passion pour une Anglaise plus âgée que lui et passablement nymphomane. Le livre paru en 1926, a du succès des deux côtés de l'Atlantique. Sans doute pour une certaine crudité de langage qui plaît aux lecteurs "libérés" des années folles.

A trente ans, Hemingway récidive avec *L'Adieu aux Armes* qui est tout autant sa prise de congé avec une guerre ayant à jamais marqué sa génération que le récit, une fois encore, d'un amour impossible : un blessé aime son infirmière, mais elle meurt en mettant au monde un bébé mort-né.


Un style purement narratif

Curieusement, son premier livre a été préfacé pour le public français par **Jean Prévost** et le second par **Drieu La Rochelle**. Ces deux Normands évoquent à son propos l'écrivain norvégien **Knut Hamsun** et Drieu démonte assez bien la trilogie "jeunesse-santé-pessimisme", qui caractérise cet Américain encore inconnu.

Voici Hemingway lancé. Même s'il boit beaucoup, il travaille davantage (jusqu'à réécrire une quarantaine de fois les dernières lignes d'un de ses livres). Il prétend mener une vie d'aventurier plus que d'écrivain. Toréador d'occasion et ce sera *Mort dans l'après-midi*, chasseur de grands fauves et ce seront *Les vertes collines d'Afrique*, pêcheur de requins, et ce sera *En avoir ou pas*.

Engagé sans nuances

Un tel homme ne peut rester à l'écart des convulsions de son siècle. Avec une bonne conscience qui reste le reflet de l'indéracinable puritanisme moralisateur de son pays, il part en croisade contre le fascisme, ce qui lui vaudra plus tard de s'enthousiasmer pour **Fidel Castro**. Correspondant de guerre en Espagne, le voici écrivain engagé sans nuances et sans réserves du côté des républicains. Il en tirera l'argument de son roman le plus connu *Pour qui sonne le glas*, paru en 1940, à New York.

Cette histoire d'un dynamitero américain qui fait sauter un pont derrière les lignes franquistes sera portée à l'écran en 1943, avec **Gary Cooper** et **Ingrid Bergman**.

La guerre en Europe ne peut se faire sans lui. Etrange journaliste qui se veut aussi guerrier, c'est-à-dire tueur. Il se vantera d'avoir participé à des missions de bombardement au-dessus de l'Europe occupée, prétendra avoir tué


Volontaire en Italie

de sa main à la grenade, une quarantaine de soldats allemands lors de la percée d'Avranches, prendra la tête d'un groupe de "fifis" français assez folkloriques et affirmera avoir libéré à lui seul... l'hôtel Ritz, lors des combats dans Paris. Il ne craint ni vantardise, ni impudence.

Sa phrase la plus ignoble se trouve dans un entretien accordé à un confrère du quotidien *Franc-Tireur*, en décembre 1946 : « En traversant la Normandie avec l'armée, j'ai vu les pires gens que j'aie jamais vus au monde ». Voilà son seul jugement sur ceux qui venaient de payer d'au moins cinquante mille morts la victoire alliée sur le continent ! Pour nous, du peuple sacrifié, il restera à jamais un franc salaud.

Cela dit, il ne manque pas d'un certain talent. Son style, purement narratif, où la réflexion est remplacée par un continuel dialogue et où l'action, l'action seule, triomphe de tout effet littéraire n'est pas sans force, même si elle annonce les pires bavardages et gesticulations du roman noir.

L'âge venant, Hemingway sait qu'il n'a plus grand-chose à vivre, donc à raconter. Alors, il décide de composer son chef-d'œuvre. Ce sera *Le vieil homme et la mer*, naïve histoire d'un pêcheur, d'un enfant et de l'océan.

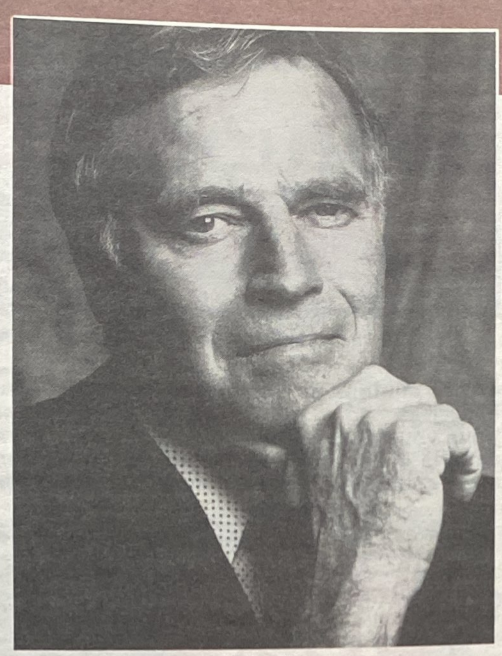
On peut y lire son ultime cri de bête blessée à mort : *« Un homme ne doit jamais s'avouer vaincu. Un homme, ça peut être détruit ; mais pas vaincu »*.

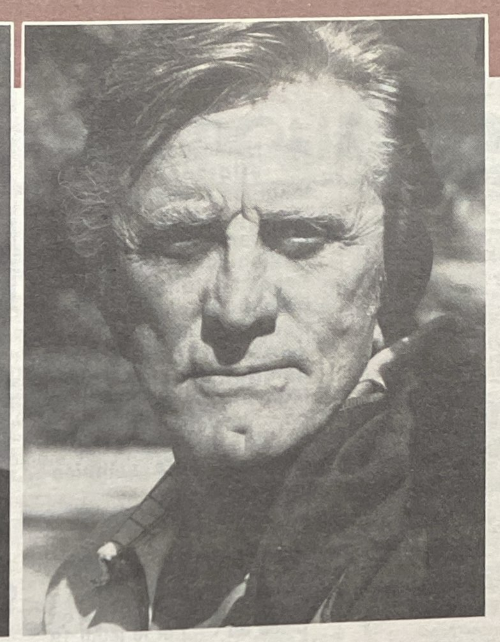
J. M.

Vu et entendu

LE CID ET SPARTACUS

Force, rage patience et longueur de temps





Deux monstres sacrés : Charlton Heston, le Cid, se bat pour libérer Valence, et Kirk Douglas, Spartacus, ravage l'Italie pour la même liberté. Des batailles sanglantes avec des milliers de figurants.

Pour oublier le mauvais temps ou fuir la canicule, trois films en reprise d'été se mettent en quatre pour vous attirer longtemps, longtemps dans les salles obscures. Pour commencer, *37°2 le matin* de **Jean-Jacques Beneix**, sorti en 1986 dans une durée de près de deux heures, repris en trois heures. C'est juste pour dire : je ne l'ai pas vu, je n'ai pas envie de le voir parce que j'ai trouvé le temps long à lire **Philippe Djian** (pourtant au bout d'un moment, on gagne du temps à sauter les mots de cinq lettres cambronnesques). Mais si vous aimez les œuvres à l'esthétisme branché déjà démodé, allez-y... A part cela, je ne vous le déconseille pas.

Si vous avez encore six heures et dix-sept minutes disponibles, vous pouvez enchaîner deux longs et lourds métrages : *Le Cid* et *Spartacus*. La confrontation des deux œuvres amène le repérage de quelques coïncidences. Le premier, production italo-américaine sur sujet hispanique, est sorti en 1961, le second, production américano-américaine sur sujet italique, en 1960. *Le Cid* d'**Antony Mann** nous revient avec 29 minutes restaurées et réincorporées. *Spartacus* de **Stanley Kubrick**, mais commencé par le même Antony Mann, est repris avec un bon quart d'heure de scènes libérées de la censure. En effet, ce film dont le tournage fut chaotique, riche en rebondissements et soumis à des influences diverses, comprenait à l'origine des séquences certes allusives, dont les intentions ne pouvaient pas encore délivrer un passeport pour le SIDA mais non échapper aux coups de tampon du visa de censure. Aujourd'hui, c'est l'inverse.

Plein les yeux

Les deux films rivalisent dans l'alignement des divisions de zéros qui suivent les chiffres dénombrant les figurants, les techniciens, les costumes et les dollars mis en œuvre pour leur réalisation. Tous deux prennent des dimensions astronomiques, dans la mesure où ils seraient aujourd'hui intournables parce qu'impayables. Au début des années 60, monsieur, on avait des sous. Et lorsque les Espagnols prétendent qu'ils se virent trois mille en arrivant au port, le cinéaste pouvait faire le nécessaire pour que le spectateur ne croit pas à une galéjade. Le plaisir du cinéma, c'est parfois la satisfaction de voir que votre tête de spectateur est mise à prix, et même hors de prix.

Mises à part ces considérations formelles qui ont leur importance puisqu'elles sont l'essence même de ces deux spectacles exceptionnels, on peut quand même s'offrir le luxe de quelques considérations d'actualité. D'ailleurs, l'intérêt des reprises réside bien dans la remise des œuvres dans des perspectives d'époque.

Or donc, ces deux épopées, l'un antique, l'autre médiévale, racontent bien la même histoire : celle des faits paroxysmiques qui marquent une immigration massive. Le point de vue est différent selon que l'on suit *Le Cid* (**Charlton Heston**) dans la Reconquista, combattant de front une invasion étrangère armée pour rendre sa liberté à Valence, ou que l'on s'attache à *Spartacus* (**Kirk Douglas**), berger thrace envahi et "convié" à Rome, levant une armée d'étrangers, ravageant passablement la botte italienne pour reconquérir sa liberté. Pour désigner les deux cas, le mot employé est le même : libération. Dans les deux cas, la bataille finale est saignante. Mais comme c'est du cinéma, ce morceau de bravoure et de fureur fait passer un bon moment. On en prend plein les yeux ; mais pas plein la figure. Car lors du tournage, le clap de fin donné, tous les figurants s'en sont relevés.

Célina COURTINAT

INSOLENTS !

● Ces abominables Britanniques ne respectent décidément rien ! Même pas nos idoles du petit écran.

C'est ainsi que le très sérieux *Financial Times* se permet de décrire **Anne Sinclair** comme « une sorte de Madonna sans l'étincelle » et de parler de « l'exotisme si parisien » d'**Elkabbach**.

A croire qu'on continue, outre-Manche, à se venger des propos désobligeants de Mme **Cresson**...

LES AMIS de NATIONAL Hebdo

RÉDACTEUR EN CHEF MICHEL COLLINOT ASSISTÉ DE MICHEL MIOT

Nous nous sommes efforcés, tout au long des semaines écoulées, de vous offrir un panorama de ce qu'était l'action des dirigeants du Front National, de son président Jean-Marie Le Pen, de son secrétaire général Carl Lang, de son délégué général Bruno Mégret. Sans oublier, pour Marie-France Stirbois, la tâche harassante de représenter à l'Assemblée quatre millions de voix françaises.

Nous vous avons relaté, dans le cadre étroit qui nous est imparti, aussi complètement que possible, ce qu'était la campagne de France menée par les responsables locaux et régionaux. Il est certain que « ça bouge ». Cela va bouger encore davantage à la rentrée lorsque nous ne serons plus qu'à six mois des élections cantonales et régionales de 1992.

Avant cette mobilisation de tous et de chacun des amis de *NH*, nous vous souhaitons des vacances reposantes, beaucoup de soleil avant un hiver qui, sans doute, sera chaud.

M.M.



Michel Collinot

L'ALLIANCE EN FAVEUR DE L'UNION DE LA DROITE

Tandis que Joxe poursuit Michel Collinot, ce dernier poursuit la mise en place du CAJ et le jeudi 19 septembre, à la Mutualité, prendront la parole à ses côtés : Serge Martinez, tête de liste FN de Paris et directeur de *Minute La France*, Marie-France Stirbois, Roland Gaucher, Roger Holeindre, Serge de Beketch, ADG, Alain Sanders, Maître Jean-François Galvaire, Martial Bild, Michel de Rostolan, Martine Lehideux. La soirée sera présidée par Maître Jean-Baptiste Biaggi, président d'honneur du CAJ. Le prochain rendez-vous pour tous les *Amis de NH*, c'est le samedi 24 août avec Jean-Marie Le Pen à la Trinité-sur-Mer, puis, le 30 août, à Beaune pour le banquet de clôture de l'Université d'été. En avant !

● **Lundi 15 juillet** à Montceau-les-Mines. Dîner avec mon épouse, **Jean Coupat**, **Robert Schuller** (ex-MIL) et **Alain Honoré**, toujours conseiller municipal RPR du Creusot.

Objectif : mettre au point le lancement de l'AFUD (Alliance en Faveur de l'Union de la Droite), président : A. Honoré. J'assume le secrétariat général.

But : rassembler tous ceux qui, au RPR ou à l'UDF, osent déjà se déclarer partisans de l'Union de la Droite avec le FN et **Jean-Marie Le Pen**.

Une lettre mensuelle paraîtra le 15 septembre et s'intitulera *Droite Unie*. Le vendredi 22 novembre — et non le 1er septembre comme il avait été annoncé dans *La Lettre de Jean-Marie Le Pen*, à l'occaion de la venue du président du Front, des élus FN, RPR, UDF et non inscrits venus de toute la France se retrouveront à Châlon pour un grand meeting. Indiquons que l'Alliance se propose de présenter un candidat "unioniste" aux primaires de l'UPF.

Adresse provisoire de l'AFUD : Alain Honoré, 3 rue des Lamineurs 71200 Le Creusot.

● **Vendredi 19 juillet**. Entrevue de travail à Bougival avec **Bruno Mégret**, **Jacques Tauran** et **Damien Bariller**, afin de mettre au point la nouvelle formule prévue pour le 1er septembre de *La Lettre de Jean-Marie Le Pen*, dont je suis désormais le directeur délégué.

● **Lundi 21 juillet**. Ouf ! Enfin ce sont les vacances à Fontanges (Auvergne). Vacances où je ne chômerai pas tout à fait puisque je vais poursuivre ce journal et qu'un programme chargé m'attend. J'aurai l'occasion de vous en reparler.

NEUVY-SUR-BARANGEON

LE FNJ PRÊPARE LA RENTRÉE ET LA RIPOSTE

● **Jeudi 25 juillet**. L'Université d'été du FNJ tient ses assises (pour la septième fois) à Neuvy-sur-Barangeon, dans le château de notre ami **Roger**, et ceci toute la semaine. J'ai **Martial Bild** au bout du fil.

« Tout va bien. Nous avons 250 participants. Il faut noter que chaque participant a versé 600 F pour toute la semaine. Ce qui pour un jeune représente un gros effort financier.

— Vos objectifs ?

— L'objectif le plus rapproché, ce sont les élections cantonales et régionales en 92. Nous avons la volonté d'apporter à cette campagne un concours actif, soit en fournissant des candidats aux listes de **Jean-Marie Le Pen**, soit par un effort militant (affiches, boîtage, tracts, etc...).

Deuxième objectif : le lancement d'une campagne d'affiches en septembre avec pour mot d'ordre : « Jeune Français, défends-toi, pour toi, chez toi. » Il s'agit de sensibiliser l'opinion des jeunes Français au thème de la priorité pour l'emploi, le logement et l'école.

Troisième objectif : il concerne précisément l'école, plus particulièrement les lycées. Nous allons créer un renouveau lycéen comme nous avons créé un renouveau étudiant.

— Qu'est-ce qui motive cette initiative ?

— Les directives **Jospin** : elles prévoient la création d'associations, qui pourront éditer des journaux ; sont prévues également des prises de paroles, et des personnalités extérieures au lycée pourront venir s'exprimer. Nous avons tout de suite pensé que ces initiatives favorisaient le noyautage anti-raciste dans les établissements scolaires. Et nous avons décidé de riposter en implantant les idées nationales dans les lycées et en regroupant les délégués de classe nationaux.»

R.G.

ILS NOUS SOUTIENNENT

D.G.	66700	Argelès	150
L.R.	86330	Angliers	100
C.P.		Armées	150
B.V.	57100	Thionville	150
J.M.	83140	Six-Fours	150
D.G.	69110	Ste-Foy	150
C.B	33220	Ste-Foye	100
M.A.	83400	Hyères	200
R.S.	92400	Courbevoie	500
L.G.	56000	Vannes	150
M.J.M.	69009	Lyon	200
Y.B.	69006	Lyon	500
D.C.	44430	Loroux	200
D.P.	50190	Fougère	150
C.D.	39200	St-Claude	200
M.C.	93250	Villemonble	150
L.M.	83000	Toulon	200
P.M.	75016	Paris	200
P.L.	49100	Angers	500
C.J.	31120	Lacroix	200
S.M.	94220	Charenton	200
F.G.	83780	Flayosc	200
S.A.	92230	Gennevilliers	120
J.L.D.	14130	Pt-l'Evêque	150
J.R.	20137	Porto Vecchio	200
R.A.	94100	Saint-Maur PVT	100
T.M.A.	42400	Saint-Chamond	150
D.A.	64230	Lescar	100
D.H.	64230	Lescar	100
B.M.	56470	La Trinité	200
F.V.	75015	Paris	500
B.A.	85210	Sainte-Hermine	150
P.B.	57050	Le Ban	150
P.R.	87530	Amboise	200
H.H.	95510	Saint-Cyr	500
C.F.	70230	Danpierre	100
P.G.	74270	Fraugy	250
M.J.	25000	Besançon	500
G.M.	91100	Corbeil PVT	80
C.M.	78600	Maisons-Laffitte	250
R.E.	81140	Penne	200
G.V.H.	44000	Nantes	200
B.N.P.	66000	Perpignan	250
E.M.	75010	Paris	300
J.W.	31400	Toulouse	150
J.J.A.	78100	Saint-Germain	150
S.D.	34090	Montpellier	150
C.H.	30500	Saint-Bres	200
H.G.	71460	Saint-Gengoux	100
B.J.D.	77171	Gourdan	PVT 50
B.J.J.	91210	Draveil	1 500
J.C.	24700	Montpon	100
A.P.	91270	Vigneux	250
P.J.M.	45750	Saint-Pryve	500
R.H.	83370	Saint-Aygulf	250
F.H.	84000	Avignon	100
A.A.	92700	Colombes	100
R.B.	93380	Pierrefitte	500
C.M.	04300	Limans	PVT 100
A.P.	75015	Paris	200
M.M.	92700	Colombes	300
T.M.	94350	Villiers	100
S.M.	63670	Le Cendre	300
G.S.	95880	Enghien	250
S.J.	78400	Chatou	150
B.B.	64000	Pau	200
B.M.	79000	Niort	100
G.H.	57180	Terville	100
A.M.C.	75013	Paris	700
T.M.	76260	Eu	200
P.D.	93700	Drancy	200
D.F.	75008	Paris	250
E.F.	94230	Cachan	500
J.F.C.	75019	Paris	500
G.S.	07230	Lablachère	200
G.D.	76000	Rouen	200

LA SOUSCRIPTION POUR NH

S'il y a une période peu propice aux rentrées d'argent c'est, avec les fêtes de fin d'année, celle des vacances. On dépense davantage. Et puis, il est naturel d'oublier un peu les préoccupations politiques et d'être démobilisé.

Ajoutez que la crise économique sévit. Que le chômage croît de semaine en semaine. Que nombre de PMI et de PME déposent leur bilan.

Je suis donc particulièrement heureux de souligner ici le succès de la souscription que nous avons lancée pour les **Amis de National Hebdo**. Elle a bien démarré et elle se poursuit sans fléchir tout au long de ce mois de juillet.

Les dons sont divers, en fonction des moyens de chacun. Mais les lettres qui les accompagnent souvent sont particulièrement émouvantes. Elles témoignent de l'attachement que vous manifestez pour notre, pour **votre** journal. Nous en publions quelques-unes dans le courrier des lecteurs. Mais, faute de place, bien peu.

Puis-je souligner que ce soutien est indispensable et que l'effort et les sacrifices que vous consentez sont pour nous indispensables ? Dans une série d'articles sur la crise actuelle de la presse, je souligne par ailleurs (p. 23) le rôle financier de la publicité dans les grands organes d'expression comme *Le Figaro*, *Le Monde*, ou *L'Express*. Ce soutien publicitaire nous fait défaut par l'effet d'un **boycott systématique**, dont les racines sont, bien entendu, **politiques**.

La création des **Amis de NH** a pris un bon départ avec les dîners-débats : à Gruson (Galvaire, Collinot et moi-même), puis en Corse (Collinot). Cette entreprise se poursuivra à la rentrée. Et nous comptons par là resserrer les liens avec nos lecteurs, être plus proches d'eux, de leurs préoccupations, écouter leurs critiques éventuelles et, sans doute, les associer à certaines de nos initiatives.

Encore une fois, merci ! Et pour ceux qui sont déjà partis, ou qui se préparent à boucler leurs valises, bonnes vacances !

Roland Gaucher

PS - Depuis le début du mois, une quarantaine de lecteurs et parfois des dépositaires, ont pris la peine de nous appeler pour nous signaler que dans leur localité on ne trouvait pas NH. Nous les remercions vivement de leur démarche. Nous avons signalé aussitôt ces anomalies à l'inspection des ventes qui s'occupe de notre journal. Il se pourrait que dans certains points de vente elles ne soient pas tout à fait innocentes, quelques dépositaires ayant affirmé... que nous ne paraissions plus !

UN TRÉSOR DE GUERRE POUR NH

Notre souscription des Amis de National Hebdo commence à porter ses fruits.
Nous avons un objectif : le 10 octobre 1991.
Pour cette date, il nous faut lancer avec un numéro prestigieux, NH dans chaque librairie, y compris dans les coins les plus reculés de la France profonde.

- **Augmenter la pagination, la rédaction, la mise en place.**
- **Couvrir la France d'affichettes.**
- **Adresser à tous nos adhérents des autocollants et des tracts à distribuer autour de leur domicile.**
- **Gagner la bataille de la presse nationale.**

Répondez à la souscription, aidez-nous !
Grâce à votre aide, le 10 octobre, nous créerons la surprise.
NH sera partout, avec Le Pen au cœur.

Il convient de rappeler que la souscription est un don et non une cotisation à l'association. D'autre part, nous demandons à chacun de nous préciser s'il souhaite voir son nom figurer dans la rubrique : « Ils nous soutiennent », ou s'il préfère ne voir mentionnées que ses initiales.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de National Hebdo à retourner à l'association 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom ....
Adresse ....
Code postal .... Ville ....
Téléphone ....

Verse la somme de .... F

ASSOCIATION DES AMIS DE NH

PRESIDENT D'HONNEUR : MARIE-FRANCE STIRBOIS
PRéSIDENT :Mᵉ JEAN-FRANÇOIS GALVAIRE

BULLETIN D'ADHÉSION

Adhésion simple : 150 F
Adhésion de soutien : 500 F
Membre bienfaiteur : 1 500 F et plus
(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de NH à retourner à l'association, 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom ....
Adresse ....
Code postal .... Ville ....
Téléphone ....

Adhère à l'Association et verse la somme de .... F

PRÉLÈVEMENT MENSUEL

Formulaire à adresser à l'Association des Amis de National Hebdo, 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 Paris

Nom,Prénom ....
Adresse ....
Code postal .... Ville ....
Téléphone .... Profession ....

Titulaire du compte n° ....
Nom et adresse de la Banque ....

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir effectuer un virement mensuel de F.............. au crédit du compte suivant :

Compte n° 000 500 34 33 3 — Clé RIB 64
Chez SG Ag WAGRAM — Code banque 30 003
Code guichet 03183

Je désire que ce virement ait lieu le .... de chaque mois, à partir de la date suivante ....
et ce, jusqu'à nouvel avis contraire de ma part.

Fait à .... le ....

Signature

Un fléau tristement prévisible que les bombardiers d'eau essayent d'enrayer.

Après le Var

LE VAUCLUSE FLAMBE

Cela devient une banalité ! Chaque année la France s'attend à voir et voit une grande partie de sa forêt méditerranéenne brûler.

Bien que cela soit une catastrophe écologique prévisible, les pouvoirs publics ne font rien pour véritablement y remédier.

Les raisons de ces incendies :

En tout premier lieu : la désertification rurale. En effet, depuis des siècles, l'ensemble de la population rurale et plus particulièrement les paysans, entretenaient, nettoyaient gratuitement les campagnes, les bois, les sous-bois. Les troupeaux nombreux contribuaient à cet entretien. Les paysans devenus chômeurs dans les cités, ne fournissent plus ce travail qui pourtant serait la première mesure à prendre si l'on voulait réellement protéger le patrimoine que représente cette forêt méditerranéenne.

Des essences inadaptees

Au lieu de cette forêt aux essences multiples adaptées au climat et à la géographie, on trouve maintenant un bois de petite qualité, prompt à s'enflammer. Cette médiocre forestation a remplacé la première, soit parce que venue sauvagement, soit parce que les technocrates parisiens ont reboisé avec des essences inadaptées à notre région. Là encore; on a choisi la facilité.

Deuxième raison : le bétonnage intensif du littoral et maintenant de l'arrière pays, a les mêmes conséquences que l'agriculture industrielle : tous deux imperméabilisent la surface de la terre, empêchant l'infiltration de l'eau dans ses sols, obligeant cette eau à ruisseler vers la mer, les égoûts, etc... ce qui provoque la sécheresse que notre région connaît, mais aussi, depuis quelques années, la plus grande partie de la France.

Ajoutons à cela que le laxisme des pouvoirs publics et la nouvelle délinquance ambiante favorisent grandement les actes criminels des pyromanes (psychopates ou non). Ainsi avons-nous mis à jour les causes réelles et profondes des incendies qui ravagent notre contrée.

Un pouvoir irresponsable

Certes, il est nécessaire et souvent vital pour eux de doter les sapeurs-pompiers de matériels modernes, performants : avions, camions, nouvellement vaporisateurs Zeus, mais les réponses à ces très graves problèmes seront apportées si on le veut, par une conception véritablement écologique des solutions, qui, malheureusement jusqu'à présent, n'a pas été simplement envisagée par les responsables gouvernementaux.

Quand bien même cela serait, on se heurterait à l'affairisme généralisé.

Seul un pouvoir politique respectueux de la terre, des hommes qui la peuplent, des méthodes de culture traditionnelles, de l'environnement, c'est-à-dire un pouvoir politique qui ne serait pas aux ordres des trusts de l'immobilier ou de l'agro-alimentaire pourrait sérieusement combattre et maîtriser ce fléau que sont les incendies.

Nous le savons, ce problème des incendies est un problème politique. Seuls **Jean-Marie Le Pen** et les hommes du FN auront le courage de s'attaquer aux graines du mal, sans cela, comme l'a dit M. **Joxe**, alors ministre de l'Intérieur : « La forêt va brûler ».

Marie-Claude BOMPARD

ORANGE

LES SOCIALISTES PRESSENT LE CITRON

Dans le cadre du recours intenté par le docteur **Jacques Bompard**, conseiller municipal FN, contre la municipalité socialiste d'Orange, maître **Gérard de Gubernatis**, l'avocat de Jacques Bompard, vient de remettre ses conclusions devant le tribunal administratif de Marseille.

L'affaire porte, rappelons-le, sur le projet de la Z.A.C. de la Brunette à Orange (voir notre n° 365).

Sur la forme, maître de Gubernatis relève que les élus mandataires de la SEMACOR, MM. **Labé** (maire socialiste d'Orange), **Alessandrini** et **Sabarly**, ont pris part au vote, alors que la loi l'interdit. Sur le fond, on constate essentiellement que le conseil municipal a en fait approuvé un projet dont il ne connaissait pas le contenu. On retiendra au passage qu'un montage juridique a permis de soustraire à la commune l'assiette foncière (terrains) sur laquelle les travaux d'aménagement doivent être réalisés, faisant ainsi échapper cette assiette au code des marchés publics. De plus, ce montage permet à la commune de n'en être pas le maître d'œuvre. Par ailleurs, la sous-évaluation des terrains cédés à la SEMACOR est flagrante : la majorité municipale socialiste a fixé à 13 millions de francs les 27 hectares cédés, alors que le prix réel est de 71 millions.

Enfin, souvenons-nous qu'à l'issue des travaux, la ville devait récupérer la jouissance des voies d'accès et espaces verts, moyennant leur entretien. Or, la loi interdit que les services municipaux, financés par des fonds publics, soient mis à disposition d'une personne privée, même à titre gracieux.

Il faut bien se rendre à l'évidence: dans ce dossier, quitte à ignorer la loi, les socialistes ont choisi de l'ignorer d'un bout à l'autre.

Frédéric LŒUILLET



UN EXEMPLE DE CIVISME

Faites ce que je vous dis, ne faites pas ce que je fais. On prêtait ces propos à nos prêtres. Dans les Alpes-Maritimes, certains élus, l'un d'entre eux notamment, le conseiller général **Pascal Augier**, les ont fait siens en ce qui concerne les incendies de forêts.

Au Conseil général, l'élu vote des deux mains tout ce qui concerne la prévention prévue, sachant que ça ne lui coûte rien, mais chez lui, sur les hauteurs de Nice, route de Pessicard, au 266 pour être précis, il se préoccupe des feux comme de sa dernière chemise. « Son terrain est un roncier » écrit un de ses voisins au préfet, au maire, au président du Conseil général. « En cas d'incendies, je rendrai vos services responsables devant la Justice » écrit-il par lettre recommandée. Les services publics se taisent et Pascal Augier n'entreprend aucune action de débroussaillement. Brûle, pauvre Provence, comme dans le Lubéron ou ailleurs, je touche mes indemnités et Français, amoureux de la nature, je vous... em......



LA CRISE DE LA PRESSE (SUITE)

LE PROBLÈME DE LA "PUB"

● Pour les principaux organes de presse (*Le Monde, Le Figaro, L'Express, Le Point, Le Nouvel Observateur* etc. la publicité est un carburant irremplaçable. Elle représente quelque chose comme 70 à 75 % du budget de ces journaux.

Or, cette publicité est en train de s'effondrer, car elle est de plus en plus happée par d'autres modes de diffusion : la TV, le marketing direct... Ce mouvement a commencé, il y a environ un an et demi, aux Etats-Unis, il s'est étendu à la Grande-Bretagne et il touche aussi, bien entendu, la France.

Ajoutez qu'un quotidien comme *Le Monde* a vu chuter considérablement le nombre de ses annonces pour "offres d'emploi", ce qui est certainement lié à la crise économique ; qu'un hebdomadaire comme le *Figaro Magazine* est profondément touché, et que certains envisagent soit qu'il fusionne avec *Le Figaro Madame*, soit qu'il soit réintégré dans *Le Figaro* quotidien.

Signalons que sur la crise de la presse, une enquête fort intéressante et bien documentée vient de paraître dans un numéro spécial de *La Tribune de l'Expansion*.

Inutile de vous dire que la défection publicitaire qui affecte certains journaux ne nous concerne en rien. Les sommes que nous encaissons au titre de la "pub" sont dérisoires (quelques dizaines de milliers de francs par mois) et feraient rire aux éclats les spécialistes de *L'Express*, du *Figaro*, ou du *Nouvel Observateur*.

Certains de nos amis s'en réjouiraient presque. Ils pensent que toute publicité **aliène**. Et que les annonceurs publicitaires imposent leurs conceptions au journal.

C'est là une vue mythique. Les annonceurs publicitaires, les différentes marques, ne forment pas un syndicat qui expédierait des délégués chargés de transmettre des consignes ou d'imposer des vetos au comité de rédaction. Ils ne sont pas plus unis entre eux que ne le sont dans votre quartier, le boucher, le boulanger, le charcutier ou le marchand de légumes.

Ce qui est vrai, en revanche, c'est que si vous recevez de la "pub" de la multinationale Rebecco, et que vous publiez un article virulent sur **Simone Veil**, qui a des attaches étroites avec ce groupe, la pub Rebecco a toutes les chances de sauter. Mais les autres firmes ne vont pas nécessairement l'imiter.

L'espèce d'horreur qu'éprouvent certains de nos amis à l'égard de toute publicité me paraît infiniment peu réaliste. Elle justifie la phrase de **Marx** : « L'idéalisme a les mains blanches, mais l'idéalisme n'a pas de mains ». Le manque de "pub" pour un journal est un très lourd handicap financier.

Or, cette absence de publicité a des motifs assurément **politiques**. On dit qu'elle frappe unilatéralement toute la presse d'opinion. Rien de plus faux ! Du temps où *Minute* vendait 180 000 exemplaires, la publicité se limitait, en dépit du tirage alléchant, à quelques annonces gastronomiques, à celles de certains éditeurs, à quelques gadgets électroniques, et à une ou deux grands pages fournies par un promoteur immobilier, **Merlin**, pour des raisons que j'ignore.

L'Huma et *L'Humanité Dimanche* recevaient de la pub de Renault, de la SNCF, de l'EDF-GDF, de Ricard, de Peugeot, etc. et continuent à en percevoir, notamment pour la fête de *L'Huma*.

Les mêmes annonceurs refusent la pub à *National Hebdo* et à la fête des BBR.

Nous sommes donc l'objet d'un véritable **boycott**.

— Parce que nombre d'industriels ont des comités d'entreprise tenus par les cégétistes. Ils passent la "pub" de *L'Huma* pour tâcher d'avoir la paix chez eux. Ils nous la refusent, pour ne pas avoir d'histoires.

— Parce que nombre d'annonceurs publicitaires pourraient fort bien être membres de la LICRA. On trouve là, la même imprégnation que dans les grands médias.

Vouloir modifier sérieusement ce rapport de forces est, à mon sens, actuellement impossible. Tout changerait, bien sûr, si demain, **Le Pen** devenait président de la République. Pourquoi ? Parce que le rapport de forces changerait. Et que de gros malins se diraient qu'il préférable d'être bien avec les amis de Le Pen.

Roland Gaucher
(à suivre)

DON DU SANG

**de D. C.
78360 Montesson**

Chers amis,

● Je vous fais parvenir une lettre que le CNTS a envoyée aux donneurs de sang pour leur dire que la presse racontait des histoires à son sujet.

J'ai répondu à ces gens comme il convenait. Continuez à nous informer avec de vraies nouvelles.

N.D.L.R. _ Nous avons publié la circulaire en question signée Najib Duedari.

CASSEURS

**de L. C.
93190 Livry-Gargan**

● Chers amis de *NH*, je suis outré de voir tous les aménagements sportifs et culturels qui sont mis en œuvre pour les "casseurs maghrébins de benlieue".

Faisant partie de la jeune génération française, je me vois, moi et mes amis français, nous faire refouler de tous aménagements sportifs alors que notre seul but est de faire du sport. Etant jeunes, nous n'avons pas beaucoup d'argent, et ce n'est pas pour cela que nous cassons, car nous, jeunes Français, nous avons l'honneur et le respect de notre pays et nous avons moins de droits que les Arabes. Les casseurs ne sont même plus punis, mais récompensés, en quelque sorte. Et force est de constater que ce sont des étrangers.

FRANCE BRADÉE

**de Robert V.
21100 Dijon**

● A Madame Marie-Claire Roy. Avec l'hommage de ses respectueux sentiments, un grand bravo pour son article du n° 364 *NH* (France bradée), et le texte d'une très modeste intervention auprès de L. Pauwels, du *Figaro Magazine*.

Monsieur,

Vous êtes certainement le maître à penser de toute une élite que je souhaite abandante mais vous ne saviez pas que la France se vendait, était vendue, hectare par hectare, aux étrangers !

Il y a déjà 25 ans, j'avais dit à des amis alsaciens que je n'envisagerais plus de faire la guerre, où j'ai été blessé, pour défendre leur territoire toujours perdu et repris. Devant leur surprise, j'ajoutais : « d'ailleurs, il n'y aura plus de guerre pour votre beau pays. Les Allemands ne vous l'arracheront plus par la force, ils vous l'achètent avec des marks qui ridiculisent vos francs français !»

C'est presque fini pour l'Alsace. Le reste a suivi. Vos informations ne sont pas exhaustives. Malgré de pauvres sursauts, le Franc ne vaut rien.

La colonie, dorénavant, c'est la France. Est-ce une découverte prosaïque ?

PETITES ANNONCES

● Ecole second. priv. région paris. rech. pr rentrée septembre 91 prof. Sc. Nat., Français et Philo. Ecrire et envoyer CV au journal (Réf. 365.02)

● Adh. FN cherc. studio ou 2 p. prix raison. Melun ou env. Tél. : 60 68 12 28. M. Lionel Gajewski ou laisser coordonnées (Réf. 366.01)

Médecin généraliste, 30 ans, sérieux, cherche succession Paris secteur 1 pour 1992. Présentation à la clientèle ou travail en collaboration souhaité. Ecrire au journal (Réf. 358.01)

● Cse dém. 26/07 vds cuis. gaz 3 feux/four b. état + élém. cuis. haut et bas. Le tout : 600 F. Tél. : 49 61 01 97 (Réf. 366.03)

● Couple quarantaine, FN, cherche place gardiennage, entreprises, locaux professionnels ou autres. Libre de suite. Préférence rég. Auvergne. Ecrire au journal (Réf. 367.01)

● URGENT. J.F. 26 ans, sérieuse, documentaliste-bibliothécaire + secrét. médicale, cherche emploi. Etudie ttes propositions. Tél. : 25 27 05 84 (Réf. 367.02)

● Maman cherche enfants à garder à partir de septembre, à Epinay-sous-Sénart (91). Tél. : 60 47 13 39 (Réf. 367.03)

● Recherche meubles, tableaux, objets de décoration maxi 1900. Tél. : 46.65.94.65 (Réf. 367.04)

● Etudiant Sciences-Po., esprit national, recherche location chambre pour octobre prochain. Talence, Pessac, Gradignan, Bordeaux proche. Tél. 49.90.59.39 (Réf. 367.05)

Tarifs TTC la ligne de 30 signes ou espaces

Demande d'emploi	15 F
Offre d'emploi	22 F
Immobilier	30 F
Divers	18 F
Commercial	30 F
Encadré	30 F
Domiciliation au journal	30 F

NATIONAL Hebdo

Hebdomadaire d'informations nationales

Directeur de la publication : **Roland Gaucher**
7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
Tél : **47.70.68.16** Télécopieur : **47.70.68.19**

RÉDACTION

Directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Le Journal d'un homme libre : François Brigneau
Le Journal d'un Méridional : + Gabriel Domenech
Rédacteur en chef : Jean Bourdier
Rédacteurs en chef adjoints : Jean-Claude Lauret - Eric Laffitte
Grandes enquêtes : Eric Laffitte
Politique : Michel Collinot, Michel Miot, Michel Roland, , Valterus, Yves de Verdilhac
Reportages : Marie-Claire Roy, Eric Stetten
Douce France : Eric Laffitte
Défense des Français : Pierre Descaves, Dr Perenna, René Duval, Raphaël Trigal
Lettre : Jean-Claude Lauret, Jean Mabire

Musique : Claude Gaillard
Télévision : Mathilde Cruz, Topoline
Finances : Georges Lauret
Cinéma :Célina Courtinat
Chroniques : Henry Coston, Jean Mabire, Célina Courtinat, Topoline, Jean Nouyrigat
Dessins : Pinatel, Aramis, Konk
Secrétariat de Rédaction : Emmanuel Cazenac
Maquettistes : Philippe Malbret, Umberto Kempner
Révision : Michel Miot
Service photo : Emmanuel Cazenac
Secrétariat : Michèle Bonnot, Isabelle Viel

SUPPLÉMENTS

SPECIAL PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Rédacteur en chef : Pierre Démaret
Rédacteurs : Frédéric Loeuillet, Jacques Bouisset, Samuel Maréchal
Photos : Gérard Reilhac, André Devesa

LES AMIS DE NATIONAL HEBDO

Rédacteur en chef : Michel Collinot
Rédacteur en chef adjoint : Michel Miot
(ça bouge à droite)

ADMINISTRATION

Promotion : Lionel Payet
Abonnements : Mireille Muller,
Pub et relations presse : Valérie Delahaye
Comptabilité : Viviane Dubot
Documentation : Elisabeth Bakhmeteff
Communication : Alexandra Trémorin

TRIBUNES LIBRES ET DOSSIERS

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Secretaire General : Lionel Payet
Assistante : Marie-Claire Roy
Maquettiste : Stéphane Le Brieuc
Révision : Nicole Dupaty
Société éditrice : SANH
S.A au capital de 625 000 F durée : 99 ans à partir du 1/1/88
Siège social : 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
PDG : **Roland GAUCHER**
Commission paritaire : 63066
ISNN : 0761-8972
APE : 5120- SIRET : 344 140 322 00027
CCP 352 913 G PARIS
Tirage : 100 000 exemplaires
Imprimerie Sipnor Massy
Dépôt légal :

La prēcritique...

LA TÉLÉ ET MOI

Contre tous les Schneider, défendez-vous !

La télévision est en vacances. Sauf la télé anti-Le Pen. On a pu le constater dimanche, au journal de 20 heures, sur la 5.

Le préposé aux coups bas et saloperies diverses était le gracieux Schneider. Ce n'est pas le plus mauvais. Avec lui, au moins, personne ne peut se faire d'illusions. Quand il arrive, rien qu'à sa mine, tout le monde est obligé de se dire :

— Tiens, voilà le faux-jeton.

Ça n'a pas manqué. Sur un discours de deux heures prononcé par Jean-Marie Le Pen à l'université d'été, Schneider retint deux phrases. Peu amènes à l'égard de Gérard Longuet, elles avaient été choisies pour prouver aux téléspectateurs que Le Pen était bien l'énergumène vociférant et mal embouché que le *B'nai B'rith* veut qu'il soit. C'est la consigne qu'il convient impérativement d'observer si l'on tient à faire carrière dans l'audiovisuel.

Toujours objectif et impartial, ce que Schneider oublia simplement de porter à la connaissance de ses auditeurs, c'est que, dans l'affaire, Le Pen ne faisait que répondre. C'est lui qui avait été agressé, dans le *Journal du Dimanche*, par Longuet qui, interrogé sur une alliance (électorale) avec Le Pen, avait répondu :

« On ne peut s'allier à une autre équipe que s'il y a confiance réciproque. Cette confiance n'existe pas avec le Front National. Son programme contient trop d'éléments indigestes. Ce n'est pas une question de morale, mais d'exercice de responsabilité. Le Pen représente l'expression truculente d'une exaspération déjà ancienne, liée aux insuffisances de la classe politique. Mais il n'est pas éternel. Le Front National aura du mal à lui survivre. »

Et aussi :

« Il n'y a que Le Pen pour réclamer cette semaine dans le *Figaro* le retrait de la nationalité française à des Français d'origine étrangère et de croire possible une déportation.massive »

Ces propos ne pouvaient qu'attirer la réplique immédiate et sévère. D'autant plus que Longuet ne manque pas de culot en critiquant le programme du Front National. Aurait-il oublié qu'il participa en 1972 à la rédaction du premier programme du Front ? Je peux témoigner. J'y étais et collaborais à l'entreprise.

De tout cela l'honnête Schneider n'a pipé mot. Je vous conseille d'écrire pour protester à *La 5*, 104 avenue du Président Kennedy, 75024 Paris Cedex 16.

Comme à toutes les chaînes qui nous attaquent et dont voici les adresses : *TF1*, 17 rue de l'Arrivée, 75015 Paris ; *A2*, 22 avenue Montaigne, 75387 Paris Cedex 08 ; *FR3*, 116 avenue du Président Kennedy, 75024 Paris Cedex 16 ; *M6*, 16 cours Albert 1er, 75008 Paris.

Exprimer son mécontentement de téléspectateur à part entière, c'est déjà commencer à se défendre.

M. C.

JEUDI 1er

Les dinosaures

- **La Planète miracle** *(A2, 20 h 45)*
- **Le gang** *(A2, 21 h 35)*

• *La Vallée des dinosaures* : tel est le titre du cinquième épisode de la **Planète miracle**, ce remarquable documentaire japonais construit comme un feuilleton. Grâce à d'étonnants truquages, Shiro Takenaka nous fait faire un voyage de 80 millions d'années en arrière, jusqu'à l'ère secondaire, aux époques jurassique et crétacée. La terre était alors peuplée de dinosaures (du grec *deinos* : terrible et *saura:* lézard), sortes de lézards de formes et de tailles diverses. Certains ne dépassaient pas un mètre, mais d'autres pouvaient en atteindre trente et pesaient plusieurs dizaines de tonnes. Il y en avait d'herbivores et d'autres de carnivores. On en voyait sur deux pattes, avec des cous d'autruche et des becs cornés, et d'autres, quadrupèdes, avec de grosses têtes hérissées d'une défense, comme les rhinocéros. Ils auraient disparu, il y a 65 millions d'années, à la suite d'une catastrophe cosmique, mais ils ont hanté la mémoire des hommes qui ne les avaient jamais vus.

Les derniers descendants des dinosaures sont les lézards marins des îles Galapagos.

• **Le Gang** est un film de Jacques Deray sur un scénario d'Alphonse Boudard. C'est une transposition romancée des "exploits", dans la France fraîchement libérée, du gang des tractions avant et de Pierrot-le-Fou, qui s'appelle ici Robert-le-Dingue. C'est Alain Delon qui incarne le personnage. Il n'est jamais plus naturel que dans les rôles de gangsters. On revoit avec plaisir Raymond Bussières en aubergiste des bords de Marne, chez qui viennent se planquer les mauvais garçons et leurs "marmites".

• Si vous avez l'âme pure, vous pouvez aussi regarder **Le Lagon bleu** *(M6, 20 h 35)*, charmante histoire de Richard et de sa cousine Emmeline que le naufrage de leur bateau va transformer en Robinsons...

VENDREDI 2

Tiozzo

- **Risques partagés** *(La 5, 20 h 50)*
- **Boxe** *(TF1, 22 h 10)*
- Ou : **L'Amour en fuite** *(A2, 22 h 50)*

• **Risques partagés** est un téléfilm américain sur un thème connu : un policier, qui est partisan de la manière forte et de la persuasion par le 9 mm, fait équipe avec Jessie, qui prône la psychologie et le dialogue. Le conflit est inévitable. Mais l'amour est là qui flotte dans l'air à la ronde.

• **Boxe**. En direct de Cannes. Match de rentrée de Christophe Tiozzo. Il va essayer de faire oublier sa défaite devant Cordoba, en battant Kevin Watts, qui a dû être judicieusement choisi pour ce scénario.

• Dans le cycle François Truffaut : **L'Amour en fuite**, avec Jean-Pierre Léaud et Marie-France Pisier. Si vous aimez les imbroglios sentimentaux, les retours sur le passé soupirant et les « ah ! c'qu'on s'aimait, c'qu'on s'aimait tous les deux ».

SAMEDI 3

L'Histoire...

- **Munich**
- **Un privé** *(La 5, 20 h 50)*
- **L'Œuf** *(FR3, 23 h 05)*

• Normalement je devrais vous signaler **Peace in our time** *(FR3, 21 h)* documentaire et « mise en scène historique » sur septembre 1938 et Munich. Mais je me méfie autant de l'objectivité de l'équipe britannique qui l'a réalisé que des arrière-pensées politiques de l'équipe de la *7* qui le programme. Alors glissons : méfiance.

Passé le danger, les héros pullulent. Il est bien venu d'être anti-munichois, aujourd'hui. En 1938, en revanche, devant le péril, à l'exception du clan belliciste qu'animaient les communistes et les agents du congrès juif mondial, tout le monde était munichois.

Le 30 septembre, quand Daladier, retour d'Allemagne, atterrit au Bourget, c'est une foule immense, les bras chargés de fleurs, qui l'attend et l'ovationne. Jusqu'à Paris, sa voiture roule lentement au milieu de deux digues humaines qui l'acclament. Pas un cri hostile. Pas un sifflet. Au ministère on croule sous les télégrammes de félicitations. Toute la France exprime sa reconnaissance. A Mulhouse, Colmar, Marseille, Cherbourg, Toulon, Nice, Bordeaux,

de Mathilde Cruz

Amiens, Arras, Lyon, Alger, Rennes, des milliers d'hommes et de femmes descendent dans la rue pour crier : « Merci M. Daladier, vous avez sauvé la Paix ! » Strasbourg débaptise une de ses rues pour l'appeler rue Edouard Daladier. Les cardinaux Gerlier et Liénard, le pasteur Boegner président des cérémonies d'actions de grâces en l'honneur de ce franc-maçon sans tablier.

La SDN félicite le président du Conseil français. Aucun des ministres bellicistes ne songe à donner sa démission. Au contraire : Mandel, Sarraut, Reynaud, Champetier de Ribes, Campinchi, Chapdelaine, Patenôtre, Jean Zay, manifestent une « approbation sans réserve ». La Chambre des Députés, celle qui fut élue en 1936 et qui demeure dans l'histoire sous le nom de Chambre du Front Populaire, approuve les accords de Munich par 535 voix contre 75, Blum en tête (il parle de « lâche soulagement »). Tous les députés socialistes (sauf un) votent la confiance.

Terminons en citant Horace de Carbuccia : « Le terme de munichois est devenu une injure. On enseigne aux écoliers que Munich est une capitulation. Mais on ne reproche pas à Briand l'évacuation totale et anticipée de la Rhénanie ; à Herriot l'évacuation, sans contrepartie, de la Ruhr ; l'enterrement des réparations et l'octroi au Reich de l'égalité des droits ; à Sarraut et à Blum d'avoir permis aux Allemands, l'un de remilitariser, l'autre de fortifier la rive gauche du Rhin.»

On traite Daladier de « roseau peint en fer », mais on n'accuse pas Blum d'avoir capitulé le jour de l'*Anschluss*. On dénonce les méfaits d'une cinquième colonne aux ordres d'Hitler, mais on fait le silence sur la puissante cinquième colonne communiste. Les écoliers ignorent qu'à l'automne 1938, nous ne pouvions plus porter la guerre en territoire allemand et que notre aviation avait été négligée par Cot, ministre du Front Populaire. On leur apprend que, lors de la crise tchèque, l'Union Soviétique avait « assuré la France de son concours », mais on oublie de leur dire que les Polonais et les Roumains interdisaient à l'armée Rouge de traverser leurs territoires ; que la Société des Nations, quelques heures avant la conférence, adjurait Georges Bonnet (notre ministre des Affaires étrangères) de régler pacifiquement le conflit ; qu'aux Etats-Unis, le Département d'Etat, de l'aveu même de Benès — voir ses *Mémoires* — était « défavorable à la cause tchèque » ; que l'avant-veille de la conférence, Roosevelt suppliait Mussolini de prêter son concours à un arrangement (*Le Massacre de la victoire*, t.2, pp. 212-213).



Ben Murphy, l'Homme invisible

A Munich il n'y avait pas de quoi pavoiser. Comme le résuma le général Weygand : « La faiblesse française a dû s'incliner devant la force allemande. » C'est la politique désastreuse menée depuis 1918 par la République maçonnique, socialiste et radicale-socialiste qui avait abouti à Munich. Mais Munich avait au moins un avantage. Ce refus de faire la guerre pour empêcher les trois millions d'Allemands des Sudètes de revenir au Reich offrait un répit. La possibilité de changer de système, de politique, et de refaire nos forces. Nous n'avons pas su ou pas pu en profiter. Ce n'est pas Munich qui est monstrueux, c'est la pitoyable pantalonnade de l'après Munich, ces dix mois d'intrigues et de paresse qui débouchèrent sur le pacte germano-soviétique et la déclaration de guerre au Reich.

• **Un privé nommé Strycker**. Aujourd'hui *Le Rat d'hôtel*, outre Burt Reynolds, toujours à son affaire, a le mérite de nous présenter une ravissante jeune femme : Loni Anderson. L'action se passe aux Bahamas où Strycker est chargé d'assurer la protection rapprochée du collier de la Reine Isabelle (valeur : 50 millions de dollars).

• **L'Œuf**. Ce charmant film hollandais pourrait être sous-titré : *La Femme du boulanger*. Celui-ci s'appelle Johann. Quoiqu'ayant dépassé la trentaine, c'est un innocent au cœur pur, naïf et bon comme le bon pain. Pour lui faire une farce, ses copains répondent à sa place à une petite annonce matrimoniale. Je vous laisse la surprise du dénouement. Réalisé avec beaucoup de goût, c'est un film tendre qui a du charme.

DIMANCHE 4

Cinéma

- **Un drôle de colonel** *(TF1, 20 h 40)*
- **Il bidone** *(FR3, 22 h 45)*

• Jean Yanne et Jean Lefebvre en malfrats british, minables et maladroits, mais portant le nœud pap et le melon ; Maria Pacôme en stip-teaseuse ; Galabru, Pascale Roberts, Jean Le Poulain, c'est la distribution et le meilleur atout d'**Un drôle de colonel**, un film sans prétention de Jean Girault.

• **Il Bidone**. Il ne s'agit pas d'un documentaire sur Tapie, mais d'un très bon film de Federico Fellini où Broderick Crawford crève l'écran. C'est l'histoire d'arnaqueurs particulièrement répugnants, qui vivent de la crédulité des pauvres et des déshérités. Et pourtant, même dans ce monde cruel et vil, parfois passe la grâce. Terrible et bouleversant.

LUNDI 5

Jules Renard

- **La Petite Amie** *(FR3, 20 h 45)*
- **Le Pain de ménage** *(A2, 22 h 10)*

• Pour amener **La Petite Amie** aux sports d'hiver malgré la présence de son épouse, un entrepreneur de travaux publics la fait passer pour la femme d'un jeune urbaniste avec lequel il est en affaires. C'est l'argument du vaudeville de Luc Béraud. Malgré Poiret et Villeret on rit modérément. C'est peut-être parce que Luc Béraud fut le collaborateur de Marguerite Duras et de Robbe-Grillet. Ça marque.

• **Le Pain de ménage**, un acte de Jules Renard, fut créé en mars 1898, en pleine affaire Dreyfus (la première condamnation de Zola est du 23 février). Elle fut jouée d'abord dans les Salons du *Figaro*, qui organisait des lundis de théâtre pour le Paris mondain. Le succès de presse fut immédiat. Quoique la pièce fût sans résonance politique, le clan dreyfusard la soutint à fond. Fidèle de la *Revue Blanche*, Jules Renard avait violemment pris partie pour Zola. Il écrivait : *« Ironiste par métier, je deviens tout à coup sérieux pour cracher à la face de notre vieux pantin national, M. Henri Rochefort. »* Et : *« M. Drumont n'a aucun talent, aucun. On s'en apercevra quand le joujou antisémite se cassera dans sa main. »*

En outre le personnage de la femme était joué par Marthe Brandès, qui s'appelait à la ville Marthe Brunschwig.

Ce rôle est repris aujourd'hui d'une façon délicieuse par Anny Duperey et c'est Bernard Giraudeau qui a pris la place de Lucien Guitry.

Un petit chef-d'œuvre à voir et à revoir, même si l'on n'aime pas Renard.

MARDI 6

Cinéma

- **L'évadé** *(TF1, 20 h 35)*
- Ou : **Le Nouvel Homme invisible** *(M6, 20 h 35)*

• L'organisation de l'évasion d'un détenu — naturellement innocent du crime qui lui était reproché — et sa réalisation par un casse-cou de l'aviation. Le rôle est tenu par Charles Bronson et le film (**L'Evadé**), réalisé par Tom Gries à qui l'on doit *Les cents fusils*.

• Nouvelle version de **L'Homme invisible**, l'étonnant roman de science-fiction, écrit par H.-G. Wells à la fin du XIXe siècle. Il n'était peut-être pas nécessaire d'y mêler des histoires d'agents secrets et de satellite soviétiques.

MERCREDI 7

Nord-Sud

- **La Rose et le Chacal** *(FR3, 20 h 45)*

• C'est un téléfilm américain inédit (chose rare) sur fond de Guerre de Sécession. Une belle histoire d'amour où s'affrontent les intérêts politiques et les intérêts tout court opposés. Allan Pinkerton est le chef des services secrets du Nord. la belle Rose O'Neal Greenhow espionne pour le Sud. Très bien joué par Christopher Reeve et Madolyn Smith Osborne.

Mathilde CRUZ

LETTRE A UN ÉCOLOGISTE PERSÉCUTÉ

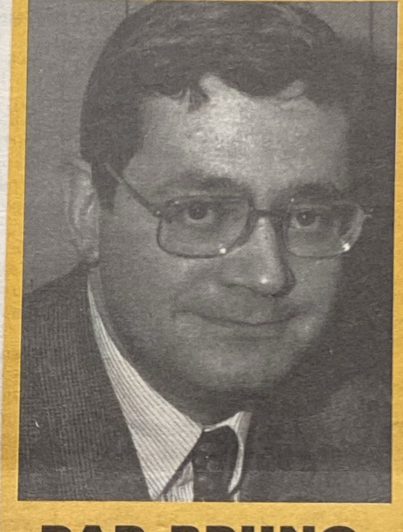
Mon cher **Brière**,

Vous ne me connaissez que par les journaux et la réciproque est vraie. Nos convictions politiques ne sont pas les mêmes. Encore qu'au siècle dernier la droite de la droite, la vraie, cent cinquante ans avant vous, défendit la nature contre les ravages de l'industrialisme triomphant, qu'il fût orléaniste, libéral ou prolétarien. De **La Varende** à **Alexis Carrel**, d'autres encore, à notre époque, ont illustré cette tradition.

Toute écologie véritable suppose le respect d'un donné, d'un ordre de la nature, qui existe en dehors de l'homme et dont il n'est pas le maître absolu. Je voudrais vous convaincre qu'à ce titre, elle est de droite, au sens du moins que je donne à ce mot, puisqu'elle s'oppose nécessairement aux mythes prométhéens qui sont le caractère commun des idéologies de gauche, depuis le rationalisme de la Révotion française jusqu'au marxisme.

Mais là n'est pas, aujourd'hui, le problème.

J'apprends que vous êtes condamné pour délit d'opinion, et c'est pourquoi je tenais à témoigner ma sympathie à l'adversaire que vous êtes ou que vous croyez être ; que vous le restiez ou non, c'est votre affaire. Je le ferai publiquement, quelles qu'en soient les conséquences politiques ou personnelles, car ma liberté l'emporte sur la crainte de la vengeance des censeurs au petit pied qui sévissent aujourd'hui un peu partout. Je n'aurais sans doute pas écrit ce que vous avez écrit, mais qu'importe ! Il me suffit que vous soyez attaqué, et lâchement abandonné par vos amis, médiocres fonctionnaires de l'écologie alimentaire, studieux élèves en rhétorique de langue de bois.



PAR BRUNO GOLLNISCH
(Député européen)

Procès en sorcellerie

Je ne crois pas que vous soyez antisémite. Et j'ai pour ma part rencontré assez de Juifs admirables pour ne jamais le devenir. Si des Juifs venaient à être persécutés comme ils le furent naguère, je ne doute pas que, vous comme moi, nous prendrions leur défense.

Pour autant, nous n'acceptons pas de ployer la tête sous le joug de certaines organisations, quelle que soit leur puissance, et c'est là tout notre crime.

Mais il vaut mieux être ainsi que d'être comme ceux qui ont toujours été du côté du manche, serviles avec les puissants du jour, radicaux avec **Daladier**, pétainistes mais seulement sous **Pétain**, résistants mais après 1944, "antiracistes" quand c'est à la mode et que ça peut rapporter gros : j'en connais quelques spécimens et ils ont pignon sur rue !

Aujourd'hui, l'arrogance de certaines menées, le procès en sorcellerie continuellement intenté à des esprits restés libres, l'appui de tout l'appareil de l'Etat à des opérations de police de la pensée, tout cela est insupportable.

Vous avez parlé de tels ou tels, et vous n'en avez pas dit que du bien. Ces choses-là sont défendues dans la Société droit-de-l'hommesque. Monsieur **Marchand** l'a dit aux préfets. Tout tremble devant le petit M. Marchand.

N'en veuillez pas trop aux magistrats. Ils ne font qu'appliquer la loi, même si d'aucuns y mettent un zèle dont on trouva des exemples autrefois jusque dans les Sections Spéciales. C'est la loi qui est scélérate, établie, dans ce domaine comme dans d'autres, par ce que nous appelons "la Bande des Quatre", c'est-à-dire le syndicat corrompu des intérêts (mal) acquis, du conformisme étouffant et de l'abdication nationale.

Bienvenue donc, mon cher Brière, dans le camp des maudits, des parias, des intouchables. Bienvenue dans le camp de ceux qui osent dire ce qu'ils pensent et que d'autres pensent avec eux. C'est même ce qui fait si peur aux nouveaux tartuffes.

Appliquez à leur égard le mot du moraliste : « Il est des temps où il faut être économe de son mépris, à cause du trop grand nombre de nécessiteux ». C'est le seul conseil que je vous donne.

Cordialement,

B. G.

NDLR - Le Dr Jean Brière, ancien porte-parole national des Ecologistes, a été lourdement condamné par un tribunal lyonnais pour "incitation à la haine raciale"